

Une délégation internationale en Turquie pour enquêter sur les nouvelles prisons d'isolement de types S, R et Y

leur expérience et leurs témoignages face au fascisme turc

FRONT ANTI-IMPÉRIALISTE
fr.anti-imperialistfront.org



En vue d'enquêter et de rendre compte des prisons de type « s, r, y » en se rendant en Turquie les membres d'une délégation internationale ont été arrêté, sous la menace de la torture et renvoyés dans leurs pays d'origine. Témoignages et récits des membres de la délégation internationale.

Le monde entier est désormais témoin de l'isolement dans les prisons de type s, r et y ! L'internationalisme c'est la fraternité des peuples du monde. Vive la solidarité internationale !

SOMMAIRE :

Introduction 3

Déclarations concernant la délégation internationale 4

Témoignages des membres de la délégation 6

Le Bureau juridique du peuple 13

Bureau juridique du peuple International 14

Agence de presse Gerçek 15

Les familles de Tayad 16

Communiqués 17

Dans le media 18

Déclarations des organisations / mouvement de gauche 38



Introduction

Le monde entier a désormais été témoin de la torture par l'isolement dans les prisons de type S, R et Y, ainsi que de nos résistances ! Les membres de la délégation qui se sont rendus en Turquie et ont vécu de près les exactions du fascisme. Déclarations vidéo et témoignages de trois internationalistes venus d'Espagne et de France après leur arrestation en Turquie. Le fascisme de l'AKP a tenté d'empêcher l'inspection des prisons de type S, R et Y, mais le monde entier l'a entendu !

Du 18 au 22 février, une délégation internationale de 7 personnes, venue de 5 pays du monde, s'est rendue en Turquie afin d'examiner sur place les prisons de type s, r et y. la délégation était composée de journalistes, d'avocats, d'universitaires et de représentants d'organisations. les pays d'origine étaient : l'Espagne, l'Italie, la Russie, la Belgique et la France. la première étape de la délégation internationale a été le bureau du droit populaire. après avoir quitté le bdp, les membres de la délégation ont été arrêtés dans la rue et soumis à la torture, puis, quelques jours plus tard, renvoyés dans leurs pays. le fascisme de l'akp, afin d'empêcher que l'isolement dans les prisons de type puits ne soit connu, a arrêté la délégation en la soumettant à la torture, puis l'a renvoyée dans ses pays d'origine. La construction des prisons de type S, R, Y, ainsi que les pratiques infligées aux prisonniers, sont illégales et contraires au droit. Les prisons de type S, R, Y ont été construites pour placer les prisonniers en isolement au sein même de l'isolement. Selon les propres lois du fascisme de l'AKP, la peine d'isolement cellulaire est de 20 jours. Tous les 20 jours, la peine d'isolement cellulaire du prisonnier doit être suspendue. Pour les prisonniers contraints de rester à vie dans les prisons de type S, R, Y, cela revient à leur infliger une peine d'isolement cellulaire à vie. Le fascisme de l'AKP a empêché la commission de mener ses enquêtes afin de dissimuler l'illégalité et l'abus de pouvoir des prisons de type S, R et Y.

DORÉNAVANT LE MONDE ENTIER EST TÉMOIN DE LA TORTURE, DE L'ISOLEMENT ET DE NOTRE RÉSISTANCE DANS LES PRISONS DE TYPE PUIITS S, R et Y.

«YA PAS DE SOLEIL YA PAS D'HUMAINS YA PAS D'AIR YA PAS DE PLUIE MAIS IL Y A LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE QUI VAINCRA L'OPPRESSEUR»

Cette brochure a été réalisée dans le but de documenter tout ce qui s'est passé au cours de ce processus et de publier toutes les déclarations qui ont été faites.

Nous la dédions aux membres de la délégation qui se sont rendus dans notre pays et ont été témoins des exactions du fascisme

Les membres de la délégation qui se sont rendus en Turquie et ont vécu personnellement l'oppression du fascisme:

Maître Alejandra Matamoros Alexandrova, membre du Barreau de Barcelone (Espagne)

Andrea Lucidi, journaliste - Visione TV (Italie)

Tatyana Desyatova, Parti communiste de la Fédération de Russie

Nick Krekelbergh, Docteur et représentant de Zannekinbond (Belgique)

Jean Pascal Graziani, Supernova revue marxiste-léniniste - Front Anti-Impérialiste France (France)

Fernando Garcia, Partido Comunista de los Pueblos de España

Déclarations concernant la délégation internationale

VISITE DE LA DÉLÉGATION INTERNATIONALE AU BUREAU DU DROIT DU PEUPLE

Nous rapportons ce qu'a vécu la délégation internationale qui s'est rendue en Turquie afin d'examiner sur place les prisons de type puits S, R et Y. Les prisons de type SRY, que les détenus appellent « type puits », suscitent de vifs débats. C'est pourquoi la grande majorité de l'opinion publique progressiste et démocratique exige leur fermeture. Car ces « prisons de haute sécurité » sont en réalité, pour les détenus, des centres de « haute » folie et d'extermination progressive dans le temps. En perfectionnant l'isolement, elles cherchent à soumettre les prisonniers révolutionnaires. Cependant, les prisonniers révolutionnaires que l'on veut soumettre exercent leur droit de résistance et, en utilisant leur seul moyen de lutte, leur propre corps, mènent des grèves de la faim illimitées. Ces grèves de la faim illimitées se poursuivent sans interruption, car l'attaque du système de type puits se poursuit elle aussi de manière continue. Le fait que de telles résistances généralisées aient lieu dans ces prisons a dépassé les frontières de la Turquie et est devenu un sujet pour les organisations progressistes et démocratiques ainsi que les ONG. C'est pourquoi une délégation internationale a souhaité, entre le 18 et le 22 février, examiner sur place ces prisons de type puits. Après ces observations, les membres de la délégation devaient préparer des rapports sur leurs observations et impressions. La délégation, composée de 6 personnes, provenait de 5 pays : l'Espagne, l'Italie, la Russie, la Belgique et la France. Elle comprenait des journalistes, des avocats, des universitaires et des représentants d'organisations. Avant de venir en Turquie, l'un des membres de la délégation, avocat, avait obtenu un mandat pour rendre visite en prison à ses confrères détenus, les avocats Aytaç Ünsal et Behiç Aşçı.

DES TORTURES ONT ÉTÉ INFLIGÉES AU CENTRE DE RÉTENTION

Recueillir des informations et des données sur un pays est un droit garanti par le droit international. C'est également un droit protégé par la Constitution en Turquie. Le programme de la délégation prévoyait des visites à des institutions telles que l'Association médicale, le Barreau d'Istanbul, TAYAD, le Bureau du droit du peuple, ainsi que des entretiens avec des journalistes. Cependant, moins de 24 heures après leur arrivée en Turquie, alors qu'ils n'avaient pu effectuer que la première visite prévue, celle du Bureau du droit du peuple, ils ont été interpellés dans la rue dès leur sortie des locaux. Aucune raison ne leur a été donnée concernant leur arrestation. Ils ont été conduits au centre de rétention d'Arnavutköy. Les membres de la délégation ont été détenus dans des conditions très mauvaises. On ne leur a pas donné d'eau, ni de nourriture, et aucun accès aux toilettes ne leur a été accordé. Les membres masculins de la délégation ont été menottés avec des attaches en plastique, dans le dos. Bien qu'aucun d'entre eux ne parle turc, aucun interprète ne leur a été fourni. Ils n'ont pas été autorisés à rencontrer les avocats venus leur apporter une assistance juridique. Ils n'ont pas été autorisés à informer les consulats de leurs pays. Les policiers ont crié en permanence sur la délégation, ont fait des gestes agressifs et ont tenté de les intimider jusqu'à leur départ à l'étranger. Les membres de la délégation ne comprenaient pas ce que disaient les policiers, mais ils ont reconnu le mot « terrorisme ». Ainsi, selon la police turque, mener une enquête sur place équivaut à du terrorisme.

LA COLLABORATION DES PAYS DE L'OTAN AVEC LE « FASCISME » EN TURQUIE A ÉTÉ CONFIRMÉE

Dès que la nouvelle de l'arrestation a été connue, les proches et camarades des membres de la délégation dans leurs pays ont contacté les consulats à Istanbul. Cependant, à l'exception du représentant venu de Russie, tous provenaient de pays de l'OTAN. Et ils ont montré très clairement leur coopération et leur alliance avec le « fascisme » en Turquie.

ITALIE : Un journaliste italien membre de la délégation n'était pas présent au Bureau du droit du peuple au moment des arrestations. Il n'a donc pas été interpellé avec les autres. Cependant, il a appris que son passeport faisait l'objet d'une restriction. Ne comprenant pas la situation, il s'est rendu au consulat d'Italie à Istanbul. L'attitude du consulat l'a profondément surpris : on ne l'a pas laissé entrer. On lui a dit : « Vous êtes libre pour l'instant, il n'y a pas de problème. Si vous êtes arrêté, contactez-nous à nouveau. »

FRANCE : L'État français, via son ambassade, n'a rien fait. Un avocat a même été engagé uniquement pour tenter d'entrer en contact avec eux. Celui-ci a appelé l'ambassade à plusieurs reprises, mais celle-ci a trouvé de nombreux prétextes pour ne pas assister son ressortissant. La réponse de l'ambassade de France constitue, selon le texte, une véritable honte : « Nous sommes à Ankara, tout s'est passé à Istanbul. C'est très loin. La police turque ne nous donne pas d'informations. Il y a beaucoup de Français détenus en Turquie et nous n'avons aucune nouvelle. » Finalement, ils

ont envoyé un e-mail indiquant : « Nos alliés ne nous répondent pas. » Le texte pose alors la question : qui sont leurs alliés ? L'État turc ou leurs propres citoyens ? Comme pour se moquer, ils ont même souhaité « bonne chance ». Imaginer un État souhaitant « bonne chance » à un citoyen détenu. Selon le texte, cela s'expliquerait par le fait qu'ils savent très bien ce qui se passe dans les prisons et les commissariats en Turquie. Il est ainsi affirmé qu'il existe une collaboration évidente entre la France et la Turquie.

ESPAGNE : L'État espagnol n'a pas adopté une attitude différente de celle de l'Italie et de la France.

Le seul pays à avoir soutenu ses ressortissants aurait été la **RUSSIE**, qui se serait réellement impliquée pour permettre le retour sain et sauf de son citoyen.

La Turquie aurait forcé les membres de la délégation à signer un document déclarant : « Je quitte le pays de mon plein gré. » Parmi eux, le ressortissant français a refusé de signer quoi que ce soit. En raison de cette résistance, il aurait été soumis à des actes de torture. On lui aurait fait porter une camisole de force, menotté les mains, les bras et les jambes, et il aurait été battu de manière répétée. Malgré ces violences physiques et verbales, sa volonté n'aurait pas été brisée, et il aurait finalement été expulsé sans avoir signé.

LE MONDE ENTIER A ENTENDU PARLER DES PRISONS DE TYPE « PUIITS »

L'État turc aurait voulu faire taire la délégation venue enquêter sur ces prisons en procédant à des arrestations rapides suivies d'expulsions, afin d'empêcher la révélation des faits. Cependant, selon le texte, les pressions, violences, arrestations et expulsions ont eu l'effet inverse, attirant l'attention internationale. L'affaire a particulièrement eu un grand écho en Russie et en Italie. Elle a été relayée dans de nombreux pays européens : Belgique, Italie, Espagne, France, Portugal, Grèce, Autriche. Mais aussi dans des pays qui, jusque-là, n'avaient probablement jamais entendu parler des prisons SRY : Canada, Namibie, Chine, Congo, pays d'Amérique latine, Liban, Indonésie, Singapour, Pakistan

LA DÉLÉGATION A ACCOMPLI SA MISSION

La délégation ayant été rapidement arrêtée puis expulsée, elle n'a pas pu mener à bien l'ensemble de son programme. C'est pourquoi elle n'a pu recueillir que des informations limitées sur les prisons de type « puits », essentiellement celles obtenues au Bureau du droit du peuple. Cependant, elle a pu constater, selon le texte, la réalité du « fascisme » en Turquie dans toute sa brutalité. Alors que l'État turc cherchait à cacher la vérité, à dissimuler les faits et à faire taire les membres de la délégation, cela les a au contraire rendus encore plus sensibles à la situation. Et il n'a pas pu empêcher que l'affaire devienne un sujet dans la presse internationale. Ainsi, dans un sens général, nous pouvons considérer la mission comme réussie.

27 février 2026

Front anti-impérialiste

fr.anti-imperialistfront.org

Déclarations vidéo et témoignages de trois internationalistes d'Espagne et de France après leur arrestation en Turquie

Ci-dessous figure la transcription et la traduction anglaise de la déclaration vidéo de l'avocate espagnole Alejandra Matamoros, arrêtée en Turquie avec six autres membres de la délégation. Leur mission juridique consistait à recueillir des données sur les prisons de haute sécurité de type S, R et Y en Turquie, mission qui a été interrompue de manière arbitraire et forcée par les autorités turques.

Bonjour, je m'appelle Alejandra.

Comme beaucoup d'entre vous le savent probablement, le 18 février, plusieurs personnes de différents pays se sont rendues en Turquie afin d'observer sur place la situation des prisonniers politiques, notamment ceux détenus dans les prisons dites "de type puits". Le 19 février, seulement quelques heures après notre arrivée à Istanbul, la police turque a arrêté tous les membres de notre délégation en pleine rue, en plein jour, sous une forte présence policière. Nous avons été maintenus en détention pendant plusieurs heures, presque une journée entière, et durant cette période, nous avons été privés de tous nos droits. La raison de notre arrestation ne nous a jamais été communiquée. Nous n'avons pas été autorisés à entrer en contact avec les avocats turcs présents pour nous fournir une assistance juridique. Nous n'avons bénéficié d'aucune assistance consulaire. Aucun interprète ne nous a été fourni pour communiquer avec la police turque, ni dans notre langue maternelle ni dans une autre langue. Pendant toute la durée de notre détention, au moins pour moi et mon camarade, nous n'avons reçu presque ni nourriture ni eau. Le traitement que nous avons subi était très désagréable. Nous souhaitons évidemment dénoncer cette arrestation illégale, car nous étions présents légalement et nous étions uniquement venus pour sensibiliser à la situation. Pourtant, nous avons été arrêtés. Nous voulons souligner que notre arrestation est entièrement politique. L'État turc nous a arrêtés parce qu'il veut faire taire la situation des prisonniers politiques dans le pays. Il ne veut pas que l'existence de ces prisons dites "de bon type" soit connue ; ces prisons violent clairement le droit international ainsi que de nombreux droits dont les détenus sont censés bénéficier en Turquie. Enfin, nous souhaitons également dénoncer la possible collaboration de l'État espagnol dans notre arrestation. La police turque connaissait à l'avance nos noms, voire nos données personnelles ; elle était préparée à nous arrêter. Nous pensons que ces informations ont été fournies par les autorités espagnoles. Nous dénonçons également le fait que ni mon camarade Fernando García, du PCPE, ni moi-même n'avons reçu la moindre assistance de l'ambassade et du consulat d'Espagne en Turquie. Malgré les demandes répétées de nos collègues en Espagne, aucun représentant consulaire ne nous a rendu visite. Le gouvernement turc a, en théorie, refusé de fournir des informations à l'ambassade et au consulat, et ceux-ci n'ont rien fait en réponse. C'est pourquoi nous dénonçons non seulement la répression de l'État turc, mais aussi la collaboration de l'État espagnol. Cela ne nous surprend pas, car l'État espagnol est complice, comme nous l'avons vu et comme nous le savons, notamment en ce qui concerne les prisonniers politiques. C'est pourquoi nous pensons qu'il est très important de continuer à construire une solidarité internationale contre la répression et le fascisme. En ce qui nous concerne, nous sommes déterminés à poursuivre la lutte quoi qu'il arrive, et ils ne pourront pas nous faire taire. Enfin, je remercie toutes les organisations et toutes les personnes qui nous ont soutenus ces derniers jours. Merci beaucoup. »

Déclaration vidéo de Fernando García, un autre observateur international arrêté à Istanbul lors d'une mission de collecte d'informations sur les prisons d'isolement (type « puits »)

« Tout d'abord, je souhaite adresser mes salutations et mes remerciements à toutes les personnes et à tous les groupes que je connais.

J'ai appris que vous avez exercé des pressions et fait preuve de solidarité. Je suis déjà en route pour rentrer chez moi. Avec une délégation internationale, nous étions venus nous informer sur la répression visant les révolutionnaires en Turquie, sur la situation des prisonniers politiques et sur les prisons de haute sécurité dites "de type puits". À un moment donné, après une réunion avec un groupe d'avocats démocrates, nous avons été arrêtés, placés à l'isolement et soumis à des pressions pour signer une déclaration affirmant que nous acceptions de quitter le pays de notre plein gré ; en réalité, ils n'avaient rien contre nous et ne pouvaient prouver aucune accusation sérieuse contre les membres de la délégation. Après un jour et demi de pressions, d'isolement et d'empêchement total de communiquer avec l'ambassade, ainsi que, bien sûr, de contacter un avocat, j'ai finalement accepté d'être expulsé. Mais avant tout, et c'est le plus important, cela ne peut même pas être comparé à la répression et à l'oppression auxquelles les gens et les militants révolutionnaires doivent faire face chaque jour en Turquie. Nous voulons exprimer notre admiration pour cette lutte et condamner clairement des régimes comme celui de la Turquie, qui exerce une répression totale contre

les mouvements révolutionnaires et applique toutes formes de pression et de violence contre les militants, avec ce qui est présenté comme la deuxième armée la plus puissante de l'OTAN. Avant tout, nous devons exprimer une solidarité claire avec les prisonniers politiques et exiger la fin des différents régimes d'isolement auxquels ils sont soumis, en particulier les prisons de type "puits", qui représentent la forme d'isolement la plus dure que nous avons prévu de documenter. D'après les témoignages que nous avons recueillis, ces prisons sont totalement inhumaines : elles impliquent 23 heures d'isolement par jour, presque aucune sortie à l'air libre, l'absence de contact avec d'autres personnes et un manque total de stimulation sensorielle ; les détenus y subissent donc une dégradation physique et psychologique. Et pourtant, cet engagement militant leur donne la force de surmonter cette situation. Ainsi, nous adressons nos salutations à tous, avec l'espoir de mettre fin aux régimes carcéraux politiques en Turquie, et en particulier aux prisons de type "puits". Salutations. »

Compte rendu / témoignage (notes) – arrestation et détention à Istanbul de Jean-Pascal Grazianni

Entretien avec Ümit Çobanoğlu

Déjeuner

Arrestation

Environ 30 policiers (dont 25 très jeunes, 5 casqués)

Intervention directe : antiterrorisme / contrôle des passeports / contrôle judiciaire

Enregistrement vidéo à l'arrêt de bus

Ensuite, transfert au bureau de l'immigration d'Istanbul

Interdiction de filmer

J'ai pu partager ma localisation

Ils ont essayé d'éteindre mon téléphone et de me le prendre

Premier contact : avocats

Premier bus vers un arrêt médical

Direction : service d'immigration

Arrivée d'un deuxième bus avec d'autres détenus

Pose de menottes en plastique

Transfert vers un centre de détention

À l'arrivée : séparation hommes / femmes

Procédures administratives (immigration)

Nom, prénom, nom de la mère / du père

Prises d'empreintes digitales répétées (3–4 fois)

Nationalités présentes : Afghanistan, Turkménistan, Kirghizistan, Nigeria, Syrie,

Conduits dans un vestiaire

Téléphones confisqués

Appels téléphoniques interdits

Chronologie

Arrestation à 12h45

Médecin vers 13h30–13h45

Transfert au centre d'immigration à 14h00

Arrivée au camp vers 14h30–14h45

Procédures administratives jusqu'à la fin de la journée

Comportement de la police :

Manque de respect

Violence

Cris

Aucune traduction

Ils nous ont demandé de signer des documents → refus collectif.

Centre de rétention (Arnavutköy)

Envoi vers les cellules vers 18h30
Attente d'environ 1 heure
Camp connu pour organiser les expulsions
Bâtiments en conteneurs préfabriqués
6 personnes par conteneur
Lits superposés
Conditions visiblement insalubres

Première chambre :

Avec Basha et un homme pakistanais

Observations :

Beaucoup d'enfants
Présence de bébés
Aucune traduction

Nuit et pressions

Réveillés vers 20h30–21h30
Emmenés pour enregistrement
Nouvelle demande de signature → refus

Menaces :

Une femme informée qu'elle pourrait rester un an si elle ne signait pas

Contenu du document :

Acceptation du retour au pays
Renonciation à tout recours juridique
Abandon de toute plainte liée à l'arrestation
Procédure : 1h30–2h
Retour en chambre
Réveillés 45 minutes plus tard → nouveau transfert

Rencontre :

Un jeune Allemand (seul Européen rencontré dans le camp)

Transferts et violences

Transfert vers l'aéroport
Gendarmerie → prise en charge

Comportement :

Violences
Cris
Menaces

Interdiction d'appeler avocat ou ambassade

Nouvelle demande de signature → refus (au moins deux personnes)

Résultat :

4 personnes expulsées

2 renvoyées au camp

Nous renvoyés dans une autre zone du camp

Conditions dans le camp (suite)

Arrivée vers 1h40–2h00

Rencontre avec Ahmed

Long temps d'attente

Rencontre avec des Azerbaïdjanais

Conditions :

Lits fournis

Couvertures données par les détenus, pas l'administration

Pas de toilettes

Pas de douche

Installations défectueuses

Discussions avec Afghans, Syriens, Azerbaïdjanais

Toujours interdiction de téléphoner

Les détenus étaient très solidaires

Nouveaux déplacements

Transferts répétés (bus)

Impression d'un déplacement volontairement désorientant

Retour centre → puis aéroport (35–40 min)

La police s'est comportée envers nous de manière irrespectueuse, violente, en criant, sans aucune traduction. Ils nous ont demandé de signer des documents. Nous avons refusé. Nous avons tous les six refusé.

Le mercredi, à Istanbul, la nuit est tombée à 19 h 11.

Vers 18 h 30, nous avons été envoyés dans les salles de garde à vue.

Nous y sommes restés environ une heure.

Le camp était le **Centre pour migrants d'Arnavutköy**, un camp de migrants temporaire connu pour organiser les transferts vers l'expulsion hors du pays. Il s'agissait de structures faites de conteneurs préfabriqués. Six personnes logeaient dans chaque conteneur. Il y avait des lits superposés. Il était évident que ce n'était pas nettoyé.

Première chambre : nous étions avec Basha et un homme pakistanais.

À propos des personnes qui se trouvaient là-bas :

– Il y avait beaucoup d'enfants.

– Il y avait des bébés.

– Il n’y avait absolument aucune traduction.

Deuxième réveil

Pendant la nuit, probablement entre 20 h 30 et 21 h 30, ils nous ont réveillés.

Ils nous ont conduits pour l’enregistrement.

– Ils nous ont demandé de signer.

Nous avons encore refusé.

On a dit à une femme que, si elle ne signait pas et ne payait pas son billet de retour, elle pourrait rester un an. Le document indiquait que nous acceptions d’être renvoyés dans nos pays, que nous renoncions à notre droit d’intenter une action en justice et que nous abandonnions toute conséquence juridique liée à l’arrestation. Nous sommes restés entre une heure et demie et deux heures pour les formalités d’enregistrement. Ensuite, ils nous ont ramenés dans nos chambres. Nous avons commencé à dormir. Quarante-cinq minutes plus tard, ils nous ont de nouveau emmenés au bureau d’enregistrement. Nous y sommes restés environ 45 minutes. Il y avait là un jeune Allemand, le seul Européen que nous avons rencontré dans le camp. Quarante-cinq minutes plus tard, nous avons été renvoyés à l’aéroport. Nous avons été placés en garde à vue par la gendarmerie, la police de l’aéroport. Ils ont usé de violence, crié et proféré des menaces. Ils ne nous ont autorisés ni à appeler l’ambassade ni les avocats. Ils nous ont demandé de signer. À nouveau, deux d’entre nous ont refusé.

Attention, question : les autres ont-ils signé ?

Quatre de nos camarades ont été renvoyés dans leurs pays. Deux de nos camarades ont été renvoyés au camp de migrants. Nous aussi, nous avons été renvoyés dans ce même camp, mais dans une autre zone. Après environ une heure de formalités d’enregistrement, nous y sommes arrivés vers 1 h 40 ou 2 h 00. Pendant l’enregistrement, nous avons rencontré Ahmed. Nous avons attendu là pendant longtemps. Dans la nouvelle zone, nous avons rencontré des Azerbaïdjanais. On nous a donné des lits. Ensuite, ce ne sont pas les responsables, mais les gens eux-mêmes qui ont apporté des couvertures. Il n’y avait pas de toilettes. Il n’y avait pas de douche. Tout était cassé. Le matin, nous avons parlé avec des personnes venues d’Afghanistan, de Syrie et d’Azerbaïdjan. On ne nous a de nouveau pas permis de téléphoner. Les gens à l’intérieur étaient extrêmement gentils et amicaux. Plus tard, nous avons roulé environ trois minutes en bus et avons été renvoyés dans la même zone. Nous y avons passé encore une heure. Il semblait qu’ils nous déplaçaient délibérément d’un endroit à l’autre. Une heure plus tard, nous avons été envoyés en bus au centre d’enregistrement, puis à l’aéroport. Le trajet a duré 35 à 40 minutes. À l’aéroport, nous avons vu l’avocat de Naim et d’Umut avec deux soldats. Ils ne nous ont pas vus.

– Comme la veille, nous avons été envoyés directement au sous-sol.

– Vers 11 h 00.

– Nouvel enregistrement.

– Plus violent que la veille.

Jusqu’à ce moment-là, nous étions encore ensemble. Puis ils ont décidé de nous séparer. Je n’ai plus revu Fernando à côté de moi. Ils ont joué au jeu du bon policier / mauvais policier. C’était très théâtral. Les mauvais policiers étaient très agressifs. L’un d’eux utilisait Google Translate. Les autres criaient et menaçaient, mais ils ne m’ont jamais frappé.

– Comme ils ne nous frappaient pas, nous avons compris que nous pouvions négocier.

Ils m’ont de nouveau menacé. Puis le bon policier est revenu. Les mauvais policiers disaient que je compliquais tout. Ils disaient que j’allais rester longtemps. Ils disaient que tout allait empirer. Environ 40 minutes plus tard, le bon policier est revenu seul. Il a commencé à me parler. Puis, deuxième scène de bon policier / mauvais policier. Ils m’ont encore menacé. Ils ont décidé de me menotter. Ils ont serré les menottes si fort que je ne sentais plus mes mains. Comme

j'étais seul dans la pièce, j'ai essayé de brûler les menottes sur le chauffage. Ils sont revenus. Ils ont accepté de desserrer les menottes. Ils ont dit qu'ils ne comprenaient pas pourquoi je résistais. Ils ont dit que je représentais une menace pour l'ordre public. Ils ont dit que je devais payer mon billet pour rentrer. Ils ont dit que je devais payer moi-même mon billet pour repartir le jour même. Ils ont encore essayé de m'effrayer, puis ils sont partis. Ensuite, le bon policier est revenu et m'a parlé par l'intermédiaire de Google Translate. Ses questions portaient sur ce que je voulais réellement. J'ai répété ce que je voulais :

- Appelez l'ambassade.
- Appelez mon avocat.
- Prenez en charge les frais de mon billet de retour.
- Si rien de cela n'est possible, renvoyez-moi au camp.

Ils ont dit que c'était impossible. Le bon policier a dit que mon avocat n'était pas autorisé à entrer, et que je ne pourrais donc pas le voir. Il a dit qu'il s'agissait d'une « zone internationale » et que l'accès y était interdit. J'ai répondu : mon avocat était à l'entrée du bâtiment. Il se trouvait de l'autre côté. Il m'a demandé : « Comment le sais-tu ? » J'ai répondu : je l'ai vu quand nous sommes arrivés. Quand les mauvais policiers sont revenus pour la dernière fois, ils étaient plus violents. L'homme qui agitait auparavant les poings était désormais clairement le chef. Il m'a demandé de signer le document. J'ai refusé. Il m'a montré un document que Fernando avait signé. Il n'y avait qu'une seule phrase sur ce document : « Je m'appelle Fernando Garcia et je veux retourner en Espagne. » J'ai de nouveau refusé. Il s'est mis très en colère. Cette fois, il a dit qu'ils utiliseraient la violence.

J'ai dit :

- Je veux appeler mon ambassade.
- Je veux appeler mon avocat.

Ils ont répondu que c'était impossible. J'ai dit :

- Mon vol est dans deux jours.\$
- Déposez-moi où vous voulez. Quand mon vol arrivera, je partirai.

Ils ont dit que les autorités turques avaient définitivement annulé mon vol. J'ai dit que ce n'était pas mon problème.

Ils m'ont menacé.

- J'ai dit : c'est votre problème.
- Si vous voulez me frapper, frappez-moi.
- Si vous voulez m'expulser, expulsez-moi.
- Je ne réserve rien. Je ne signe rien.
- J'ai un vol dans deux jours.

Ils ont dit : « Très bien, on va te mettre une camisole de force. » Il était entre 15 h 30 et 16 h 00. Je n'ai pas résisté quand ils m'ont mis la camisole de force.

- Ils ont mis des serre-câbles à mes chevilles. Cela a coupé la circulation sanguine. Ensuite, je ne pouvais plus marcher correctement.

- Ils m’ont attaché les genoux.
- Ils m’ont frappé en me mettant la camisole.– Ils ont attaché ma poitrine et mes bras.
- Ils m’ont attaché à une chaise.
- Ils ont mis des liens plastiques à mes poignets.

Même si je ne résistais pas, ils continuaient à me frapper.

- L’un d’eux m’a fouetté avec des attaches plastiques.
- Leurs gestes étaient à moitié violents, à moitié à caractère sexuel.
- Il m’a fouetté le dos avec des menottes en plastique.

Puis ils sont partis. Je suis resté ainsi pendant plusieurs heures. Finalement, je me suis endormi, mais c’était difficile à cause des liens plastiques à mes chevilles. Plus tard, à la fin de la journée, le bon policier est revenu. Nous étions toujours dans cette pièce, d’environ 100 mètres carrés. Il est revenu avec un autre agent pour me détacher. Il utilisait Google Translate. Il m’a demandé : « Pourquoi es-tu comme ça ? » J’ai répondu :

- Je ne fais rien.

Il a alors dit : « Je peux t’aider, mais c’est toi qui rends les choses difficiles. » J’ai répété :

- Je veux appeler mon ambassade.
- Je veux appeler mon avocat.

Il a dit que c’était absolument impossible là-bas. J’ai alors dit : je ne signerai rien. Il a dit : « Écris seulement : “Je veux aller à Milan.” Tu n’as même pas besoin de signer. » J’ai dit : je ne signerai pas et je ne paierai pas. Est-ce que cela convient ? Il a répondu oui. Il a même dit qu’il paierait pour moi. Je n’ai signé aucun document. C’est eux qui ont payé le billet. Je crois que je n’ai pas été expulsé selon une procédure légale normale. L’avion a décollé à 9 h 40. Je n’ai pas été autorisé à utiliser mon téléphone jusqu’à l’embarquement.

La délégation internationale venue dans notre pays pour recueillir des informations sur les prisons de type « puits » a été conduite à la Direction provinciale de l'immigration par la police de la section politique, au motif qu'une « restriction » avait été appliquée à leurs passeports ! Le 19 février 2026, la délégation étrangère venue de l'étranger pour obtenir des informations sur les prisons de type « puits », rencontrer des organisations démocratiques et effectuer des entretiens juridiques — parmi laquelle se trouvait notre consœur Alejandra Matamoros Alexandrova — a été arrêtée par la police de la section politique au bout de la rue, juste après avoir quitté notre bureau. Les policiers ont déclaré qu'ils allaient « examiner » les passeports des membres de la délégation, puis les ont conduits dans un véhicule de service, avant d'affirmer que tous leurs passeports faisaient l'objet d'une restriction. La délégation étrangère se compose d'avocats, d'universitaires, de représentants d'organisations démocratiques et de journalistes. Nous n'avons aucune information sur l'endroit où se trouve la délégation, sur sa situation ou sur son état de santé. Nous ne pouvons obtenir aucune information concernant cette délégation menacée d'expulsion. Dans ce contexte, toute atteinte qui pourrait être portée à nos amis membres de la délégation relève de la responsabilité de la Direction provinciale de l'immigration et de la section politique de la police d'Istanbul.

Les noms des personnes placées en garde à vue sous menace d'expulsion sont les suivants :

1. Alejandra Matamoros Alexandrova
2. Andrea Lucidi
3. Tatyana Desyatova
4. Nick Krekelbergh
5. Jean Pascal Graziani
6. Fernando Garcia

Bien que la raison de la restriction des passeports ne nous ait pas été notifiée, nous savons que le « terrorisme » mis en œuvre par le fascisme dans notre pays trouve facilement une justification juridique. Les représentants du fascisme, avec une grande hypocrisie et duplicité, n'ont aucune honte à détourner les droits démocratiques. Mettre la force au-dessus de tous les droits démocratiques, être soumis aux représentants de l'impérialisme tout en se montrant féroce envers son propre peuple est devenu une caractéristique constante du fascisme à travers l'histoire. Ces représentants de l'oppression, qui se glorifient de la violence exercée contre leur propre peuple et se croient invincibles, agissent conformément à la nature du fascisme et de la classe qu'ils servent. Le fascisme nie dans la pratique les droits qu'il prétend garantir sur le papier et considère « l'ordre public et la sécurité » comme la sécurité de l'ordre des impérialistes et de leurs collaborateurs. Selon l'article 23 de la Constitution, toute personne a droit à la liberté de résidence et de circulation. Selon l'article 24, toute personne a droit à la liberté de conscience, de religion et d'opinion. Est-il interdit de visiter ce pays ? Est-il interdit de parler des prisons de type « puits » dans ce pays ?

Appel à toutes les organisations juridiques, aux barreaux, à nos confrères, aux institutions démocratiques, aux intellectuels et aux artistes :

Ceux qui cherchent à rendre notre pays invivable en niant les droits constitutionnels et démocratiques ont toujours été condamnés par l'histoire ! Les membres de la délégation menacés d'expulsion doivent être soutenus ; la solidarité doit être renforcée face aux politiques de pression, d'attaque et d'intimidation du fascisme !

LIBÉRATION DES MEMBRES DE LA DÉLÉGATION ILLÉGALEMENT DÉTENUS ET MENACÉS D'EXPULSION !

TOUS UNIS CONTRE LE FASCISME ! FERMETURE DES PRISONS DE TYPE « PUIITS » !

BUREAU DU DROIT DU PEUPLE

La délégation internationale a été arrêtée lors de sa mission de collecte d'informations en Turquie. Les membres d'une délégation internationale, venus en Turquie pour examiner le modèle des prisons dites « de type puits » et les conditions d'isolement inhumaines, ont été placés en garde à vue.

IL EST DEMANDÉ LA LIBÉRATION IMMÉDIATE DES MEMBRES DE LA DÉLÉGATION !

Voici une déclaration très récente du Bureau international du Bureau du droit du peuple : Le 18 février 2026, une délégation internationale composée d'avocats, de journalistes et de défenseurs des droits humains est venue en Turquie pour examiner sur place les nouveaux modèles de prisons dits « de bon type » (types S, R, Y et haute sécurité) ainsi que les conditions d'isolement sévères. Nous avons appris que, ce matin (19 février), les membres de cette délégation ont été placés en garde à vue. Après leurs entretiens avec les avocats du Bureau du droit du peuple, ces personnes ont été arrêtées dans la rue où se trouve le bureau, puis conduites à la Direction de l'immigration en vue de leur expulsion. Les membres de la délégation actuellement détenus et menacés d'expulsion sont les suivants :

- Alejandra Matamoros Alexandrova, avocate, membre de la Plateforme contre la répression à Barcelone (Espagne)
- Andrea Lucidi, journaliste, Visione TV (Italie)
- Tatyana Desyatova, coordinatrice de coopération au CRCF (Russie)
- Dr Nick Krekelbergh, docteur en bio-ingénierie et représentant de Zannekinbond (Belgique)
- Jean Pascal Graziani, représentant de Supernova et AIF-France (France)
- Fernando Garcia, Parti communiste des peuples d'Espagne (PCPE)

Comme on le sait, les prisons de type « puits » sont des structures où les détenus sont totalement privés de lumière du jour et d'interactions sociales, et soumis à un isolement extrême. Ce modèle est incompatible avec les « Règles Mandela » internationales et constitue un régime carcéral portant atteinte à la dignité humaine. Les activités telles que la surveillance des conditions de détention et la documentation des violations des droits sont légales, démocratiques et légitimes dans le cadre des obligations internationales et des garanties constitutionnelles de la Turquie. L'arrestation et la menace d'expulsion des membres de la délégation, présents dans le pays uniquement pour recueillir des informations et effectuer des observations sur place dans un cadre légal, constituent une violation manifeste du droit et un crime. Le traitement infligé à ces observateurs internationaux constitue une violation claire des dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme relatives à la liberté d'expression et au droit à un recours effectif. Cette attaque contre la délégation vise à empêcher la divulgation, auprès de l'opinion publique mondiale, des violations des droits humains et des conditions d'isolement inhumaines dans les prisons de type « puits », ainsi qu'à entraver la solidarité internationale. Nous appelons tous nos amis, camarades et défenseurs des droits humains à s'opposer à cette attaque des autorités turques, qui vise à intimider, réprimer et faire taire la solidarité internationale. Nous appelons à soutenir les membres de la délégation présents en Turquie dans un esprit de solidarité internationale.

Les membres de la délégation, illégalement arrêtés, doivent être libérés immédiatement et sans condition !

Les procédures d'expulsion doivent être arrêtées !

Il faut mettre fin aux pratiques d'isolement dans les prisons de type « puits » !

LA DÉLÉGATION PARTIE EN TURQUIE POUR ENQUÊTER SUR LES PRISONS DE TYPE « PUIITS » A ÉTÉ ARRÊTÉE !

19 février 2026

Une délégation internationale, venue en Turquie pour enquêter sur les prisons de type « puits » mises en place pour soumettre les détenus, ainsi que sur les conditions d'isolement sévères, a été arrêtée après s'être rendue au Bureau du droit du peuple. Lors de cette opération d'arrestation menée aujourd'hui (19 février), des participants venus d'Espagne, d'Italie, de Belgique, de Russie et de France étaient présents. Les membres de la délégation arrêtés ont été conduits à la Direction de l'immigration en vue de leur expulsion. Dans une déclaration faite à ce sujet par le Bureau du droit du peuple – International, les informations suivantes ont été communiquées :

« Les membres de la délégation internationale, venus en Turquie pour observer le modèle de prisons de type “puits” et les conditions d'isolement inhumaines, ont été arrêtés. »

Cette délégation, composée de juristes, de journalistes et de défenseurs des droits humains, s'était rendue en Turquie le 18 février 2026 pour examiner sur place les prisons dites de type S, R, Y et de haute sécurité, ainsi que les pratiques d'isolement sévère. Après leur rencontre avec les avocats du Bureau du droit du peuple, ils ont été arrêtés dans la rue où se trouve le bureau, puis conduits à la Direction de l'immigration pour être expulsés.

Les membres de la délégation arrêtés et menacés d'expulsion sont :

- Alejandra Matamoros Alexandrova, avocate, membre du barreau de Barcelone (Espagne)
- Andrea Lucidi, journaliste, Visione TV (Italie)
- Tatyana Desyatova, coordinatrice (CRCF, Russie)
- Dr Nick Krekelbergh, médecin et représentant de Zannekinbond (Belgique)
- Jean Pascal Graziani, représentant de Supernova et AEC-France (France)
- Rossella Maraffino, journaliste (Italie)
- Fernando Garcia, Parti communiste des peuples d'Espagne (PCPE)

Les prisons de type « puits » sont décrites comme des structures où les détenus sont totalement privés de lumière du jour et d'interactions sociales, soumis à un isolement extrême. Ce modèle est incompatible avec les « Règles Mandela » internationales et constitue un régime portant atteinte à la dignité humaine. Le contrôle des conditions de détention et la documentation des violations des droits sont des activités légales et légitimes, conformément aux obligations internationales et aux garanties constitutionnelles de la Turquie. L'arrestation et la menace d'expulsion des membres de la délégation, présents uniquement pour mener des observations légales, constituent une violation manifeste du droit. Ce traitement viole également les dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme relatives à la liberté d'expression et au droit à un recours. Selon le texte, cette opération vise à empêcher la diffusion internationale des violations des droits humains et à entraver la solidarité internationale. Un appel est lancé à toutes les organisations et défenseurs des droits pour s'opposer à cette action et soutenir la délégation. Les membres de la délégation internationale, arrêtés illégalement, doivent être libérés immédiatement et sans condition. Les procédures d'expulsion doivent être arrêtées !

DÉCLARATION DE TAYAD (ASSOCIATION DE SOLIDARITÉ DES FAMILLES DE PRISONNIERS)

MORT AU FASCISME ! VIVE NOTRE LUTTE !

Le 19 février 2026, une délégation du Front anti-impérialiste, comprenant des universitaires et des avocats, est venue dans notre pays pour recueillir des informations sur les prisons dites « de bon type » et rencontrer des organisations démocratiques. Après avoir quitté le Bureau du droit du peuple, ils ont été arrêtés puis expulsés. Selon cette déclaration, les prisons de types S, R et Y auraient été construites en secret, avec pour objectif d'isoler les prisonniers révolutionnaires dans des cellules individuelles sans air, sans lumière du soleil, et même sans accès à la pluie. Le texte affirme que le seul élément que craint ce système est d'être exposé publiquement. Si la délégation avait pu partager ses observations, cela aurait révélé la situation au monde entier. Bien que la délégation n'ait pas pu mener pleinement son enquête, elle aurait néanmoins constaté directement la réalité décrite. Ainsi, selon le texte, les mesures de répression n'auraient pas atteint leur objectif, mais auraient au contraire révélé la situation à l'opinion publique internationale. La déclaration condamne l'arrestation et l'expulsion de la délégation et affirme que les peuples ne céderont pas face à ces pratiques.

NOUS SOMMES LE PEUPLE — NOUS AVONS RAISON — NOUS GAGNERONS !

FERMEZ LES PRISONS DE TYPE « PUIITS » !

LIBERTÉ POUR LES PRISONNIERS !

TAYAD – ASSOCIATION DE SOLIDARITÉ DES FAMILLES DE PRISONNIERS



LE « FASCISME » DE L'AKP A TENTÉ D'EMPÊCHER L'EXAMEN DES PRISONS DE TYPE S, R, Y (« PUIITS »), MAIS LE MONDE ENTIER EN A ENTENDU PARLER !

– Le journaliste Andrea Lucidi a déclaré que la délégation avait été expulsée et a raconté ce qui leur est arrivé en Turquie lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU consacrée à l'Ukraine, à laquelle il était invité en tant qu'intervenant :

<https://webtv.un.org/en/asset/k1g/k1gdjbhls9>

– Deux avocats français, Raphaël Kempf et Romain Ruiz, ont publié un communiqué de presse.

ARRESTATION DE LA DÉLÉGATION INTERNATIONALE – DÉCLARATION DES AVOCATS FRANÇAIS

Paris, 20 février 2026

Communiqué de presse

Six militants enquêtant à Istanbul sur les conditions de détention en Turquie ont été arrêtés.

Notre client, M. Jean-Pascal Graziani, que nous conseillons juridiquement, est arrivé à Istanbul le 18 février 2026 afin de documenter les violations des droits humains dans les prisons turques. Il a été arrêté hier avec cinq autres militants européens, avec lesquels il avait participé à une réunion avec des avocats du Bureau du droit du peuple. M. Graziani participait à une mission d'observation visant à enquêter sur des pratiques qualifiées de « prisons de mauvais type », où des prisonniers politiques issus de l'opposition turque seraient détenus dans des cellules totalement privées de lumière naturelle. Bien que leurs passeports aient été confisqués et qu'il leur ait été annoncé qu'ils seraient expulsés, nous sommes sans nouvelles de notre client depuis 24 heures. Les conditions exactes de sa détention restent inconnues. Nous appelons donc les autorités consulaires françaises à mettre immédiatement en œuvre toutes les mesures de protection prévues par le droit international :

- établir les conditions de détention de M. Graziani ;
- garantir un accès effectif à une assistance juridique ;
- assurer le respect de ses droits fondamentaux ;
- obtenir sans délai des explications sur les bases juridiques de son arrestation.

La documentation des conditions de détention constitue un enjeu de vigilance démocratique à l'échelle mondiale. Nous restons mobilisés pour obtenir la libération de ceux qui tentaient de mener ce travail et appelons l'opinion publique à se mobiliser face aux méthodes employées par les autorités d'Ankara.

Raphaël Kempf – Romain Ruiz

TURQUIE

Une délégation étrangère venue examiner les prisons de type « puits » a été placée en garde à vue puis expulsée : il est affirmé qu'une personne aurait été battue.

<https://t.co/VkOJ0GZ4nm>

par BirGün Gazetesi (@BirGun_Gazetesi) 21 Fevrier 2026

GRÈCE

L'information a été reprise par l'une des plus grandes agences de presse grecques Kathimerini

<https://share.google/fCd8tGMlhZuZeqRDk>

ITALIE

De nombreux médias italiens ont relayé l'affaire, notamment autour de Andrea Lucidi, journaliste italien arrêté puis libéré : Agenzia Nova , La Repubblica, Rai News, ANSA, La Sicilia, TGCOM24, Corriere della Sera, Virgilio Notizie, La Milano, Comunicazione Italiana, Agen Social

<https://www.agensocial.it/arrestato-turchia-giornalista-italiano-lucidi>

<https://www.agensocial.it/esclusiva-rientro-italia-giornalista-lucidi-ammanettato-isolato>

<https://www.agenzianova.com/fr/news/turchia-rilasciato-il-giornalista-italiano-andrea-lucidi-era-stato-fermato-ieri-a-istanbul>

<https://www.repubblica.it/esteri/2026/02/19/news/turchia-andrea-lucidi-freelance-filo-russo-425170328>

<https://www.rainews.it/articoli/2026/02/turchia-liberato-il-giornalista-italiano-andrea-lucidi-dopo-il-fermo-torna-in-italia-d046209c-1d19-4600-bb3f-b71123ad9d91.html>

https://www.ansa.it/sito/notizie/mondo/2026/02/19/rilasciato-il-giornalista-andrea-lucidi-era-stato-fermato-in-turchia_bf30c976-0b23-4d2c-91c1-c51ba0e1340f.html

<https://www.lasicilia.it/news/italia-mondo/3018925/arrestato-in-turchia-il-giornalista-filo-russo-andrea-lucidi.html>

<https://lamilano.it/en/by-the-media/T%C3%BCrkiye-frees-Italian-journalist-Andrea-Lucidi>

<https://www.virgilio.it/notizie/chi-e-il-giornalista-andrea-lucidi-arrestato-in-turchia-e-condotto-in-un-centro-di-espulsione-a-istanbul-1737011>

https://www.tgcom24.mediaset.it/cronaca/turchia-giornalista-italiano-arrestato_109205362-202602k.shtml

https://www.corriere.it/cronache/26_febbraio_19/il-giornalista-andrea-lucidi-fermato-a-istanbul-e-in-un-centro-di-espulsione-27a60cfc-35f8-4d2c-82c6-5b1d195caxlk.shtml

<https://comunicazioneitaliana.it/news/3c58672996509b4a9bb7604720dee139>

Les articles évoquent :

- son arrestation en Turquie
- son placement dans un centre d'expulsion
- son isolement et son retour en Italie
- des accusations de « persécution judiciaire » contre les journalistes

ESPAGNE

- El Punt Avui
- VilaWeb
- El Confidencial

<https://www.vilaweb.cat/noticies/advocada-pablo-hassel-detinguda-turquia-visita-presons-aillament-extrem>

<https://www.elconfidencial.com/mundo/2026-02-19/>

Les médias espagnols ont notamment couvert :

- l'arrestation de Alejandra Matamoros
- l'interpellation de six militants européens, dont deux Espagnols

NAMIBIE

Des agences de presse nationales ont relayé l'information : NAMPA

<https://www.nampa.org/text/22864738>

RUSSIE

De nombreux médias russes ont couvert l'arrestation de membres de la délégation, le cas du journaliste italien et la détention de Tatyana Desyatova

- Rambler News
- Lenta.ru
- TASS
- RBC
- Kommersant
- RIA Novosti
- Moskovsky Komsomolets
- Regnum
- Vzglyad
- News Mail.ru
- Bezformata
- Life.ru

<https://life.ru/p/1844021>

<https://news.rambler.ru/world/56072653-italyanskiy-zhurnalists-luchidi-posle-zaderzhaniya-pokinul-turtsiyu>

<https://life.ru/p/1843912>

<https://moskva.bezformata.com/listnews/desyatova-v-turtcii/156769061>

<https://news.mail.ru/incident/69882410>

<https://lenta.ru/news/2026/02/20/v-turtsii-zaderzhali-chlena-kprf>

<https://1kommunist.ru/2026/02/20/olga-alimova-zaderzhanie-pravozashhitnoj-delegacii-vyzyvaet-sereznyuyu-obespokoennost>

<https://tass.ru/obschestvo/26509183>

<https://tass.ru/proisshestviya/26505043>

<https://tass.ru/obschestvo/26505989>

<https://en.iz.ru/en/2046195/2026-02-20/lucidi-military-officer-detained-turkey-will-be-released-february-20>

<https://www.rbc.ru/rbcfreenews/69981fcf9a7947504fb912d0>

<https://www.rbc.ru/rbcfreenews/69978d3e9a79471ea48c18ea>

<https://lenta.ru/news/2026/02/20/v-turtsii-zaderzhali-chlena-kprf>

<https://www.kommersant.ru/doc/8443905>

<https://ria.ru/20260220/luchidi-2075675285.html>

<https://www.mk.ru/amp/incident/2026/02/20/zaderzhannogo-v-turtcii-zhurnalista-iz-lnr-luchidi-deportirovali-v-italiyu.html>

<https://news.mail.ru/incident/69882410>

<https://vz.ru/news/2026/2/20/1396290.html>

<https://moskva.bezformata.com/listnews/desyatova-v-turtcii/156769061>

<https://news.am/rus/news/931458.html>

<https://news.rambler.ru/world/56072653-italyanskiy-zhurnalists-luchidi-posle-zaderzhaniya-pokinul-turtsiyu>

<https://regnum.ru/news/4020432>

<https://life.ru/p/1844073>

CHINE

Des médias internationaux anglophones ont publié des articles sur l'arrestation de six activistes européens enquêtant sur les conditions carcérales : South China Morning Post

<https://www.scmp.com/news/world/europe/article/3344170/6-european-activists-held-turkey-while-investigating-prison-conditions>

CONGO

Des médias africains ont relayé l'arrestation de militants européens venus enquêter sur les conditions de détention : Ouragan

<https://ouragan.cd/2026/02/turquie-arrestation-de-six-militants-europeens-venus-enqueter-sur-les-conditions-de-detention>

PORTUGAL

Des médias portugais ont évoqué l'arrestation d'avocats européens défenseurs des droits humains.

AMÉRIQUE LATINE

L'agence de presse Infobae a rapporté :

- l'arrestation de six activistes européens
- leur engagement en faveur des prisonniers

<https://www.infobae.com/america/agencias/2026/02/19/detenidos-en-turquia-6-activistas-europeos-de-apoyo-a-presos-entre-ellos-2-espanoles>

LIBAN

L'Orient-Le jour, a couvert l'affaire sous l'angle des droits humains.

<https://www.lorientlejour.com/article/1495520/arrestation-de-six-militants-europeens-venus-enqueter-sur-les-conditions-de-detention.html>

CANADA

Des journaux, Journal de Montréal et Journal de Québec, ont publié des articles sur :

- l'arrestation
- l'enquête sur les conditions de détention

<https://www.journaldemontreal.com/2026/02/20/turquie-arrestation-de-six-militants-europeens-venus-enqueter->

sur-les-conditions-de-detention

<https://www.journaldequebec.com/2026/02/20/turquie-arrestation-de-six-militants-europeens-venus-enqueter-sur-les-conditions-de-detention>

FRANCE

Des médias français, Le Monde, ont relayé :

- l'arrestation de six militants européens leur mission d'enquête sur les prisons https://www.lemonde.fr/international/article/2026/02/20/en-turquie-six-militants-europeens-qui-enquetaient-sur-les-conditions-de-detention-dans-le-pays-arretes-a-istanbul_6667539_3210.html

BELGIQUE

Plusieurs médias belges ont couvert l'arrestation, l'expulsion, la présence de ressortissants belges dans la délégation :

- 7sur7
- RTBF
- La Libre Belgique
- Het Nieuwsblad
- News Minimalist

<https://www.7sur7.be/monde/arrestation-en-turquie-de-militants-europeens-venus-enqueter-sur-les-conditions-de-detention~aac853b7>

<https://www.rtb.be/article/turquie-six-militants-europeens-arretes-et-expulses-apres-une-mission-sur-les-prisons-en-puits-11682895>

<https://www.lalibre.be/international/europe/2026/02/20/turquie-arrestation-de-militants-europeens-venus-enqueter-sur-les-conditions-de-detention-WE2GMOUNSFBOVAOQ7Z46OVRBCA>

<https://www.nieuwsblad.be/buitenland/zes-europese-activisten-opgepakt-in-istanboel-onder-wie-ook-belg/134623423.html>

<https://www.newsminimalist.com/articles/six-european-activists-including-belgians-arrested-in-istanbul-while-investigating-political-prisoner-conditions-6e55d263>

INDONÉSIE

Des médias ont rapporté l'arrestation d'activistes européens enquêtant sur les prisons, IndoPremier

https://www.indopremier.com/ipotnews/newsDetail.php?jdl=Turkey_arrests_European_activists_probing_prison_conditions&news_id=1721426&group_news=ALLNEWS&tag_ing_subtype=SPAIN&name=&search=y_general&q=SPAIN,%20&halaman=1

SUISSE

Des médias suisses, Swissinfo, ont évoqué l'arrestation de militants européens, dont des Espagnols.

<https://www.swissinfo.ch/spa/detenidos-en-turqu%C3%ADa-6-activistas-europeos-de-apoyo-a-presos-2C-entre-ellos-2-espa%C3%B1oles/90970509>

SINGAPOUR

La presse internationale anglophone, The Straits Times a relayé l'information.

<https://www.straitstimes.com/world/europe/turkey-arrests-european-activists-probing-prison-conditions>

PAKISTAN

Des médias pakistanais, 24 News HD, ont également couvert l'affaire.

VERSIONS TRADUITES DES ARTICLES PUBLIÉS

BELGIQUE

Des activistes européens arrêtés après être venus en Turquie pour enquêter sur les conditions de détention

Une délégation comprenant notamment un représentant belge et un représentant français a été arrêtée alors qu'elle menait une enquête sur les prétendues « bonnes prisons » et sur l'isolement des prisonniers politiques. Accusés d'avoir des liens avec un groupe interdit, les membres de la délégation ont été conduits à l'aéroport en vue d'une expulsion immédiate.

Kevin Dupont Source : Belga, 20 février 2026, 10 h 06

Selon une déclaration faite vendredi par leurs avocats à l'AFP, six activistes européens affirmant être venus en Turquie pour enquêter sur les conditions de détention des prisonniers politiques ont été arrêtés à Istanbul. Cette information confirme les renseignements fournis par le groupe des activistes. **« Ils n'ont pas été autorisés à rencontrer leurs avocats. »**

Selon Naim Eminoğlu, président de l'Association des avocats progressistes d'Istanbul (CHD), la délégation internationale composée d'avocats, de journalistes et de défenseurs des droits humains a été arrêtée jeudi après une rencontre avec un cabinet juridique nommé **Bureau des droits du peuple**. Les autorités turques accusent le Bureau des droits du peuple d'être lié au **DHKP/C** (Parti/Front révolutionnaire de libération du peuple), qu'Ankara considère comme une organisation terroriste. Eminoğlu a déclaré : « La délégation composée d'avocats, de journalistes et d'activistes internationaux des droits humains est arrivée en Turquie le mercredi 18 février. » Selon le communiqué du CHD, les six activistes venaient d'Italie, de France, d'Espagne, de Belgique et de Russie. Selon leurs avocats, la police leur a immédiatement signifié qu'ils étaient « arrêtés en vue d'être expulsés » et leurs passeports ont été confisqués. Eminoğlu a ajouté : « Ils ont été conduits à la Direction de l'immigration. Ils n'ont pas été autorisés à rencontrer leurs avocats. Le CHD a appris qu'ils étaient actuellement conduits à l'aéroport d'Istanbul pour être expulsés. »

Cellules privées de lumière

Selon le Bureau des droits du peuple, « ces activistes sont venus en Turquie dans le cadre d'une mission d'observation visant à enquêter sur le système carcéral dit des "bonnes prisons" et sur les conditions d'isolement de certains prisonniers politiques ». Cette information a été confirmée à l'AFP par une source française membre du groupe. La Turquie est accusée de placer certains détenus dans des cellules privées de lumière du jour, dans des établissements qualifiés de « bonnes prisons ». Les organisations de défense des droits humains condamnent cette pratique et attirent l'attention sur ses effets sur la santé mentale et physique des détenus. Le parti communiste espagnol **PCPE**, auquel appartient l'un des détenus, a condamné dans un communiqué ces établissements où « les détenus sont totalement privés de lumière du soleil et d'interaction sociale, et maintenus dans un isolement sévère ».

Six activistes européens, dont des Belges, arrêtés à Istanbul alors qu'ils enquêtaient sur les conditions des prisonniers politiques

nieuwsblad.be (en néerlandais) — **20 février 2026, 11 h 01 GMT+1**

Six activistes européens, dont des Belges, ont été arrêtés à Istanbul alors qu'ils enquêtaient sur les conditions des prisonniers politiques. Ce groupe, composé d'avocats, de journalistes et d'activistes de nombreux pays, a été placé en garde à vue après avoir rencontré un cabinet d'avocats accusé d'être lié à un groupe interdit. Ils devaient être expulsés. L'objectif des activistes était de documenter l'isolement présumé et le manque de lumière dans des cellules de

détention de haute sécurité.

Six activistes européens, dont des Belges, arrêtés à Istanbul

Six militants européens, parmi lesquels se trouvait au moins un Belge, ont été arrêtés à Istanbul, en Turquie. Selon les informations données par leurs avocats à l'AFP, les six personnes souhaitent enquêter sur les conditions de détention des prisonniers politiques.

Jvh 20 février 2026, 10 h 29

Le groupe a été arrêté jeudi après avoir rencontré un cabinet juridique local accusé d'être lié au **DHKP-C**, un groupe d'extrême gauche qualifié d'organisation terroriste par le gouvernement turc. Une délégation internationale composée d'avocats, de journalistes et d'activistes des droits humains, originaire de Belgique, de France, d'Espagne, d'Italie et de Russie, est arrivée en Turquie mercredi. Selon leurs avocats, les six personnes ont été arrêtées immédiatement après leur première rencontre et risquaient une expulsion immédiate. Selon Eminoğlu, leurs passeports ont été confisqués et ils ont été conduits à l'aéroport d'Istanbul pour être expulsés. Selon des organisations de défense des droits humains, l'objectif des activistes était d'enquêter sur les conditions dans des cellules de haute sécurité où les détenus seraient maintenus dans un isolement total et privés de lumière du jour.

Source : Belga

Turquie : des activistes européens arrêtés alors qu'ils enquêtaient sur les conditions de détention

Dans une déclaration faite vendredi à l'AFP, leurs avocats ont confirmé que six activistes européens, qui affirmaient être venus en Turquie pour enquêter sur les conditions de détention des prisonniers politiques, avaient été arrêtés à Istanbul.

Agence Belga

Publié le 20-02-2026 à 09:49

Six activistes européens affirmant être venus en Turquie pour enquêter sur les conditions de détention des prisonniers politiques ont été arrêtés à Istanbul. Vendredi, leurs avocats ont confirmé à l'AFP les informations communiquées par le groupe. Naim Eminoğlu, président de la section stambouliote de l'Association des avocats progressistes (CHD), a déclaré que les personnes avaient été arrêtées jeudi à la suite d'un entretien avec un cabinet nommé **Bureau des droits du peuple**. Les autorités turques soutiennent que le Bureau des droits du peuple est lié au **DHKP/C**, que le gouvernement d'Ankara considère comme une organisation terroriste. Selon Eminoğlu, « la délégation composée d'avocats, de journalistes et d'activistes internationaux des droits humains est arrivée en Turquie le mercredi 18 février ». Selon le communiqué du CHD, les six activistes sont originaires d'Italie, de France, d'Espagne, de Belgique et de Russie.

Turquie : après une mission sur les "bonnes prisons", six activistes européens arrêtés et expulsés 20 février 2026, 10 h 58

Six activistes européens venus en Turquie pour enquêter sur les conditions de détention des prisonniers politiques ont été arrêtés à Istanbul puis conduits à l'aéroport en vue de leur expulsion. Leurs avocats ont confirmé cette information vendredi.

Rédaction / Belga

Originaires d'Italie, de France, d'Espagne, de Belgique et de Russie, ces personnes étaient arrivées à Istanbul le 18 février pour une mission d'observation. Selon Naim Eminoğlu, président de la section stambouliote du CHD, elles ont été arrêtées jeudi après une rencontre avec le cabinet juridique **Bureau des droits du peuple**, accusé par Ankara d'être lié au **DHKP/C**, organisation qualifiée de terroriste. Selon leur défense, la police leur a déclaré qu'elles étaient « arrêtées en vue d'être expulsées » et a saisi leurs passeports. Eminoğlu a ajouté : « Elles n'ont pas été autorisées à rencontrer leurs avocats. »

Mission sur l'isolement carcéral

Selon le communiqué de leur groupe, elles enquêtaient sur des lieux qualifiés de « bonnes prisons », où certains détenus seraient privés de lumière naturelle et maintenus dans un isolement strict. Le parti communiste espagnol **PCPE** condamne ces lieux où « les détenus sont totalement privés de lumière du soleil et d'interactions sociales et soumis à de lourdes conditions d'isolement »

CHINE

Date de publication : 20 février 2026, 20:40

Six activistes venus d'Europe ont été placés en garde à vue alors qu'ils enquêtaient sur les conditions carcérales en Turquie. Leur arrestation a coïncidé avec le jour où la police a placé en garde à vue un journaliste turc travaillant pour Deutsche Welle, sous l'accusation de « diffusion de fausses informations ». Selon une déclaration faite vendredi par leurs avocats, la Turquie a arrêté six activistes européens venus dans le pays afin d'examiner les conditions de détention des prisonniers politiques. Naim Eminoğlu, président de la branche d'Istanbul de l'Association des avocats progressistes (CHD), qui assure leur défense, a déclaré que les personnes concernées avaient été arrêtées jeudi à Istanbul après avoir rencontré un collectif juridique appelé Bureau du Droit du Peuple (HHB). Il a indiqué que les six personnes venaient d'Italie, de France, d'Espagne, de Belgique et de Russie. Le HHB, connu pour défendre des personnes considérées comme des opposants politiques, est régulièrement pris pour cible par Ankara, en raison de soupçons de liens avec le Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple (DHKP-C), une organisation d'extrême gauche désignée comme « organisation terroriste » par la Turquie, la Belgique et les États-Unis ; organisation qui rejette ces accusations.

Eminoğlu a déclaré :

« La délégation composée d'avocats internationaux, de journalistes et de militants des droits humains est arrivée en Turquie le 18 février », ajoutant que la police avait informé le CHD que la délégation « avait été arrêtée avant d'être expulsée » et que leurs passeports avaient été confisqués. « Ils ont été transférés à la Direction de l'immigration et n'ont pas été autorisés à rencontrer leurs avocats. L'Association des droits de l'homme (CHD) a appris qu'ils sont actuellement conduits à l'aéroport d'Istanbul en vue de leur expulsion », a-t-il déclaré.

INDONÉSIE

La Turquie a arrêté des activistes européens qui enquêtaient sur les conditions dans les prisons.

Vendredi 20 février 2026, 16:45 WIB

Istanbul, 20 février 2026 (AFP)

La Turquie a arrêté six activistes européens venus dans le pays afin d'examiner les conditions de détention des prisonniers politiques.

Selon une déclaration faite vendredi à l'AFP par leurs avocats, les activistes ont été placés en garde à vue jeudi à Istanbul après avoir rencontré un collectif juridique appelé Bureau du Droit du Peuple (HHB). L'avocat Eminoğlu a indiqué que les six activistes venaient d'Italie, de France, d'Espagne, de Belgique et de Russie. Le HHB, connu pour défendre des personnes considérées comme des opposants politiques, est fréquemment pris pour cible par Ankara en raison de soupçons de liens avec le Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple (DHKP-C), un groupe d'extrême gauche

qualifié d'« organisation terroriste » par la Turquie, Bruxelles et Washington ; le collectif rejette ces accusations.

Eminoğlu a déclaré à l'AFP :

« La délégation composée d'avocats internationaux, de journalistes et de militants des droits humains est arrivée en Turquie le 18 février », ajoutant que la police leur avait indiqué qu'ils avaient été « arrêtés avant d'être expulsés » et que leurs passeports avaient été confisqués. « Ils ont été conduits à la Direction de l'immigration et n'ont pas été autorisés à rencontrer leurs avocats. Le CHD a appris qu'ils sont maintenant conduits à l'aéroport d'Istanbul en vue de leur expulsion », a-t-il déclaré. Selon le HHB : « Les activistes sont venus en Turquie dans le cadre d'une mission d'observation visant à examiner le système de prisons dites "de type puits" et les conditions d'isolement dans lesquelles certains prisonniers politiques sont détenus. » Cette information a également été confirmée à l'AFP par un membre français du collectif. Le Parti communiste d'Espagne (PCPE) a déclaré sur X que l'un de ses membres avait été arrêté avec le reste de la délégation internationale pour avoir enquêté sur les prisons de type puits en Turquie. La Turquie est accusée de placer certains détenus dans de petites cellules sans lumière du jour et en isolement total, ce qui donne aux prisonniers la sensation d'être au fond d'un puits — d'où le nom de ces prisons. Cette pratique a été condamnée par des organisations de défense des droits humains, qui alertent sur ses effets sur la santé physique et mentale des détenus. Le PCPE a condamné ces arrestations, accusant la Turquie de « détenir arbitrairement des citoyens européens qui défendent les droits humains ». Il a décrit les prisons de type puits comme : « des structures dans lesquelles les prisonniers sont totalement privés de lumière du soleil et d'interaction sociale, et maintenus dans un isolement sévère ». Le parquet d'Istanbul a indiqué que ces arrestations avaient eu lieu le même jour où un journaliste turc travaillant pour le média public allemand Deutsche Welle (DW) a été placé en garde à vue pour « diffusion de fausses informations » et « insulte au président ». La personne, arrêtée à Ankara puis transférée à Istanbul, devait comparaître devant un tribunal vendredi. Cette situation a provoqué une réaction de colère de Deutsche Welle, qui a exigé la libération immédiate du journaliste.

Source : AFP

FRANCE

Turquie : six activistes européens arrêtés alors qu'ils enquêtaient sur les conditions de détention

AFP

Vendredi 20 février 2026, 04:10

MISE À JOUR : Vendredi 20 février 2026, 04:10

Selon une déclaration faite vendredi à l'AFP par leurs avocats, six activistes européens, qui affirment être venus en Turquie pour enquêter sur les conditions de détention des prisonniers politiques, ont été arrêtés à Istanbul, confirmant ainsi les informations fournies par le groupe. Naim Eminoğlu, président de la branche d'Istanbul de l'Association des avocats progressistes (CHD), qui assure leur défense, a déclaré que les personnes concernées avaient été arrêtées jeudi après avoir rencontré un cabinet juridique appelé Bureau du Droit du Peuple. Les autorités turques affirment que le Bureau du Droit du Peuple est lié au DHKP/C (Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple), que Ankara considère comme une organisation terroriste. Selon M. Eminoğlu : « La délégation composée d'avocats internationaux, de journalistes et de militants des droits humains est arrivée en Turquie le mercredi 18 février. » Selon le CHD, les six activistes viennent d'Italie, de France, d'Espagne, de Belgique et de Russie. D'après l'avocat de la défense, la police leur a immédiatement indiqué qu'ils étaient « arrêtés en vue d'être expulsés » et leurs passeports ont été confisqués. Eminoğlu a déclaré : « Ils ont été transférés à la Direction de l'immigration. Il ne leur a pas été permis de rencontrer leurs avocats. Le Centre des droits de l'homme (CHD) a appris qu'ils sont actuellement conduits à l'aéroport d'Istanbul en vue de leur expulsion. » Selon le Bureau du Droit du Peuple : « Ces activistes sont venus en Turquie dans le cadre d'une mission d'observation visant à enquêter sur le système dit des "prisons de type puits" et sur les conditions d'isolement dans lesquelles certains prisonniers politiques sont détenus. » Cette information a été confirmée à l'AFP par une source française membre du groupe. La Turquie est accusée de placer certains détenus dans des lieux appelés « prisons de bon type », où les cellules sont privées de lumière du jour ; les organisations de défense des droits humains ont condamné cette pratique en alertant sur ses effets sur la santé mentale et physique des détenus. Le Parti communiste d'Espagne (PCPE), auquel appartient l'un des détenus, a dénoncé ces installations dans une déclaration

publiée sur X, les décrivant comme des lieux « où les prisonniers sont totalement privés de lumière du soleil et d'interaction sociale et maintenus dans un isolement sévère ».

Turquie : six activistes européens arrêtés à Istanbul alors qu'ils enquêtaient sur les conditions de détention

Selon leurs avocats, six activistes européens enquêtant sur les conditions de détention dans le pays ont été arrêtés à Istanbul. Ils ont été arrêtés jeudi après avoir rencontré un cabinet juridique appelé Bureau du Droit du Peuple.

Le Monde et AFP

Date de publication : 20 février 2026, 10:50

Mise à jour : 20 février 2026, 10:55

Six activistes européens affirmant être venus en Turquie pour enquêter sur les conditions de détention des prisonniers politiques ont été arrêtés à Istanbul, ont indiqué leurs avocats vendredi 20 février à l'Agence France-Presse (AFP), confirmant les informations du groupe. Selon Naim Eminoğlu, président de l'Association des avocats progressistes (CHD) à Istanbul, les activistes ont été arrêtés jeudi après avoir rencontré un cabinet juridique appelé Bureau du Droit du Peuple. Les autorités turques affirment que ce bureau est lié au DHKP-C (Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple), que Ankara considère comme une organisation terroriste. Selon M. Eminoğlu : « Une délégation composée d'avocats internationaux, de journalistes et de militants des droits humains est arrivée en Turquie le mercredi 18 février. » Le Centre des droits de l'homme (CHD) a précisé que les six activistes venaient d'Italie, de France, d'Espagne, de Belgique et de Russie.

Enquête sur les conditions d'isolement en cellule individuelle

Selon le défenseur des droits humains, la police leur a immédiatement indiqué qu'ils étaient « arrêtés en vue d'être expulsés » et leurs passeports ont été confisqués. Eminoğlu a déclaré : « Ils ont été conduits à la Direction de l'immigration. Il ne leur a pas été permis de rencontrer leurs avocats. Les défenseurs des droits humains ont appris qu'ils sont maintenant conduits à l'aéroport d'Istanbul en vue de leur expulsion. »

Selon le Bureau du Droit du Peuple : « Ces activistes sont venus en Turquie dans le cadre d'une mission d'observation visant à enquêter sur le système dit des "prisons de bon type" et sur les conditions d'isolement dans lesquelles certains prisonniers politiques sont détenus. » Cette information a été confirmée à l'AFP par une source française membre du groupe. La Turquie est accusée de placer certains détenus dans des lieux appelés « prisons de bon type », où les cellules sont privées de lumière du jour. Les organisations de défense des droits humains condamnent cette pratique et alertent sur ses effets sur la santé mentale et physique des détenus. Le Parti communiste du peuple d'Espagne (PCPE), auquel appartient l'un des détenus, a dénoncé ces installations dans une déclaration publiée sur X, les décrivant comme des lieux « où les prisonniers sont totalement privés de lumière du soleil et d'interaction sociale et maintenus dans un isolement sévère ». Le Monde et AFP

ESPAGNE

Six activistes européens, dont deux Espagnols, ont été arrêtés en Turquie pour avoir apporté leur soutien aux détenus.

Autres sources

Six activistes européens de gauche, dont deux Espagnols, ont été arrêtés lors de leur visite à Istanbul, où ils s'étaient rendus pour exprimer leur solidarité avec les détenus en Turquie. Parmi les personnes arrêtées figurent également des citoyens russes, belges et français. Ils étaient venus dans la ville afin d'évaluer les conditions dans les prisons de haute sécurité du pays. L'organisation turque de défense des droits humains Bureau du Droit du Peuple a confirmé que les activistes avaient été arrêtés après leur visite dans ses locaux, qualifiant cette action d'« illégale » et demandant leur libération immédiate. Cependant, selon une déclaration du Parti communiste du peuple d'Espagne, des inquiétudes existent quant à la possibilité que les autorités turques procèdent à leur expulsion.

Parmi les Espagnols figurent :

- l’avocate Alejandra Matamoros, de la Plateforme anti-répression de Barcelone
- Fernando García, délégué du Parti communiste des peuples d’Espagne (PCPE) Ce groupe avait exprimé son intention de mener des « inspections sur place » dans les prisons de type « puits », où des violations des normes internationales des droits humains sont présumées.

Cette situation suscite des inquiétudes tant pour le bien-être des détenus que pour l’état des droits humains en Turquie.

Barcelone – 19 février 2026, 15:46

L’avocate de Pablo Hasél arrêtée en Turquie

Alejandra Matamoros a été arrêtée avec les autres membres d’une délégation internationale qui s’était rendue dans le pays pour dénoncer les prisons dites « de bon type ».

Une affiche de la Plateforme anti-répression de Barcelone (PAB) condamne l’arrestation de l’avocate Alejandra Matamoros en Turquie.

Alejandra Matamoros lors d’une conférence de presse en 2023 concernant l’affaire Pablo Hasél.

R. Bruna – Barcelone

L’avocate Alejandra Matamoros, qui représente le chanteur Pablo Hasél, a été arrêtée avec les autres membres d’une délégation internationale venue en Turquie pour dénoncer les prisons dites « de bon type ».

La Plateforme anti-répression de Barcelone (PAB), dont Matamoros est membre, a demandé via ses réseaux sociaux :

- la libération immédiate de tous les activistes
- l’arrêt des procédures d’expulsion
- la fin de la criminalisation de la solidarité internationale

Selon la plateforme, les autorités turques ont procédé à ces arrestations :

« dans le but d’expulser des collègues souhaitant visiter les prisons et dénoncer au niveau international les pratiques d’isolement et de torture appliquées aux opposants politiques ».

La délégation, dont faisait partie l’avocate de Hasél, s’est rendue en Turquie le 18 février afin de fournir une assistance juridique et d’observer sur place les « conditions honteuses » dans les prisons S, R, Y et de haute sécurité.

Selon la PAB, dans ces centres de détention :

« les prisonniers politiques sont soumis à des régimes d’isolement extrême, privés de lumière du soleil et exposés à des pratiques humiliantes violant les droits humains fondamentaux ».

La plateforme a également appelé à la fin des pratiques d’isolement dans ces prisons.

L’avocate de Pablo Hasél arrêtée alors qu’elle visitait des prisons d’isolement extrême en Turquie

- Alejandra Matamoros faisait partie d’une délégation internationale de solidarité avec les prisonniers politiques

19.02.2026 – 14:53

Mise à jour : 19.02.2026 – 16:05

Alejandra Matamoros, avocate de Pablo Hasél et membre de la Plateforme anti-répression de Barcelone, a été arrêtée en Turquie alors qu’elle visitait des prisons d’isolement extrême. Elle faisait partie d’une délégation internationale, et la

police a également arrêté d'autres membres.

Selon le Bureau du Droit du Peuple, les observateurs ont été arrêtés dans la rue après avoir rencontré des avocats locaux, puis conduits à la Direction de l'immigration en vue de leur expulsion.

Au total, la police a arrêté six personnes de différentes nationalités :

- Andrea Lucidi (Italie), journaliste de Visione TV
- Tatiana Desyatova (Russie), coordinatrice de l'Interbrigade CRCF
- Nick Krekelbergh (Belgique), bio-ingénieur de Zannekinbond
- Jean Pascal Graziani (France), représentant de Supernova et AEC-France
- Rossella Maraffino (Italie), journaliste
- Fernando García (Espagne), membre du PCPE

Les prisons de type puits sont des structures où les détenus sont privés de lumière du soleil et de contact social et maintenus dans un isolement extrême.

Ce modèle est incompatible avec les Règles Mandela, qui définissent les normes minimales pour le traitement des prisonniers, et est considéré comme une atteinte à la dignité humaine.

Le Bureau rappelle que surveiller les conditions carcérales et signaler les violations des droits est une activité légale, conforme à la Constitution turque et aux obligations internationales, notamment la Convention européenne des droits de l'homme.

Le Bureau condamne l'action des autorités turques, qu'il considère comme une tentative :

- d'empêcher la solidarité internationale
- de dissimuler les conditions inhumaines dans les prisons

Alejandra Matamoros, avocate de prisonniers politiques détenus en Turquie

Elle faisait partie d'une délégation venue en Turquie pour examiner les nouveaux modèles de prisons de haute sécurité de type « puits ». Elle a été arrêtée le matin du 19 février avec les cinq autres membres de la délégation. Alejandra Matamoros est connue pour être l'avocate de Pablo Hasél et d'autres prisonniers politiques en Espagne, ainsi que membre de la Plateforme anti-répression de Barcelone. En raison de son engagement, elle a été ciblée ces dernières années par les autorités espagnoles. Selon le collectif IS4PP (Solidarité internationale avec les prisonniers politiques), la délégation était composée d'avocats, journalistes et militants des droits humains venus examiner ces nouvelles prisons de haute sécurité. Ces établissements sont décrits comme un instrument de torture utilisé contre des prisonniers politiques, notamment des militants communistes, et ont été condamnés par diverses organisations de défense des droits humains. Selon les informations, la délégation a été arrêtée après sa rencontre avec le Bureau du Droit du Peuple. Les forces de sécurité turques maintiennent les membres en détention en attendant leur expulsion.

La Plateforme anti-répression de Barcelone a déclaré :

« Cette action constitue une attaque directe contre le droit à la défense, la liberté d'information et la solidarité internationale. »

Il est également rappelé qu'Alejandra Matamoros avait récemment participé à un événement à Barcelone consacré à la résistance des prisonniers politiques. Turquie : six activistes européens arrêtés pour avoir soutenu les détenus

Six Européens de gauche, dont deux Espagnols, ont été arrêtés à Istanbul lors de leur visite de prisons de haute sécurité.

Les organisations ont qualifié cette arrestation d'« illégale » et exprimé leurs inquiétudes quant à une expulsion prochaine.

Selon des sources judiciaires turques, les activistes ont été arrêtés lors d'une visite de solidarité avec les détenus.

Le groupe, composé de :

- deux Russes
- deux Espagnols
- un Belge
- un Français

était venu à Istanbul pour examiner les conditions carcérales.

Les Espagnols sont :

- Alejandra Matamoros
- Fernando García

Après leur visite au Bureau du Droit du Peuple, ils ont été arrêtés dans la rue et conduits au commissariat central d'Istanbul.

SUISSE:

En Turquie, six activistes européens, dont deux Espagnols, soutenant les détenus ont été arrêtés.

Contenu publié le 19 février 2026 – 20:34

Istanbul, 19 février (EFE) — Selon des sources judiciaires turques ayant informé l'agence EFE, six activistes européens de gauche, dont deux Espagnols, ont été placés en garde à vue jeudi à Istanbul lors d'une visite de solidarité avec des détenus en Turquie. Selon une déclaration du groupe juridique turc d'extrême gauche « Bureau juridique du peuple », le groupe — composé de deux citoyens russes, deux Espagnols, un Belge et un Français — est arrivé mercredi à Istanbul afin d'examiner les conditions dans les prisons de haute sécurité. Les Espagnols concernés sont l'avocate Alejandra Matamoros, de la « Plateforme anti-répression de Barcelone », et Fernando García, délégué du Parti communiste des peuples d'Espagne (PCPE) ; les deux organisations ont confirmé l'information sur les réseaux sociaux. Après avoir visité les locaux du Bureau juridique du peuple jeudi, les six personnes ont été arrêtées dans la rue par la police turque et conduites au commissariat central d'Istanbul. Dans une déclaration qualifiant leur arrestation d'« illégale » et exigeant leur libération immédiate, le groupe turc a exprimé ses inquiétudes quant au fait que les autorités turques prévoient d'expulser les membres du groupe. Selon une déclaration publiée sur X par le Parti communiste des peuples d'Espagne (PCPE), les activistes s'étaient rendus en Turquie afin de « mener des observations sur place dans les prisons dites de type "puits", c'est-à-dire des établissements de haute sécurité et d'isolement qu'ils affirment violer les normes internationales ».

ITALIE

Le journaliste italien Andrea Lucidi a été arrêté en Turquie. Le journaliste se trouvait dans le pays afin de recueillir des informations sur les centres de détention.

Enrico Maria Casini

19 février 2026, 19:28

Une interdiction de retour lui a été imposée.

20 février 2026

Selon des sources du ministère italien des Affaires étrangères, le journaliste italien Andrea Lucidi, arrêté hier en Turquie, a été libéré et est retourné ce matin d'Istanbul en Italie. Selon les informations, avant son départ, les autorités d'Ankara lui ont imposé une interdiction de retour en Turquie. Il avait été détenu dans un centre d'expulsion situé près d'Istanbul. L'arrestation de Lucidi a été annoncée via Telegram et X par Donbass Italia, qui se définit comme « un canal d'information indépendant » et publie des analyses proches des positions de la Fédération de Russie. Une délégation internationale a été arrêtée en Turquie lors d'une mission de collecte d'informations. Les membres de cette délégation, arrivés en Turquie le 18 février 2026 afin de recueillir des informations sur les prisons d'isolement de type S, R et Y, ont été placés en garde à vue à Istanbul. Les membres de la délégation, composés d'avocats, de journalistes, de militants des droits humains et de responsables politiques, ont été arrêtés dans la rue après avoir rencontré des avocats du Bureau du Droit du Peuple le matin du 19 février, puis conduits au service de l'immigration en vue de leur expulsion. Dans sa déclaration, Donbass Italia a également publié les noms des autres personnes arrêtées avec Lucidi :

- Alejandra Matamoros Alexandrova, avocate, Plateforme anti-répression de Barcelone (Espagne)
- Tatiana Desyatova, coordinatrice de l'Interbrigade du Comité du Parti communiste de Moscou (Russie)
- Nick Krekelbergh, docteur en bio-ingénierie, représentant de l'organisation socialiste révolutionnaire flamande Zannekinbond (Belgique)
- Jean Pascal Graziani, représentant de Supernova et du Front anti-impérialiste – France
- Fernando García, représentant du Parti communiste des peuples d'Espagne (PCPE)

Dans la déclaration, Lucidi est décrit comme journaliste pour le site International Reporters, que Reporters sans frontières (RSF) qualifie de plateforme « financée par le Kremlin » et « se présentant comme un média professionnel pour diffuser la désinformation russe ».

LA TURQUIE ARRÊTE LE JOURNALISTE INDÉPENDANT PRO-RUSSE ANDREA LUCIDI

Rédigé par l'équipe éditoriale internationale

(Reuters)

Selon le journal Farnesina, le citoyen italien a été conduit, avec d'autres personnes de différentes nationalités, dans un centre d'expulsion à Istanbul.

TURQUIE : SIX EUROPÉENS ARRÊTÉS

Ils enquêtaient sur les conditions de détention des prisonniers politiques

Six défenseurs des droits humains viennent d'Italie, de France, d'Espagne, de Belgique et de Russie.

Selon leurs avocats, six activistes européens des droits humains, affirmant être venus en Turquie pour enquêter sur les conditions des prisonniers politiques, ont été arrêtés à Istanbul. Selon Naim Eminoğlu, président de l'Association des avocats progressistes (CHD) d'Istanbul, les six personnes ont été arrêtées jeudi après avoir rencontré le Bureau du Droit du Peuple, qui assurait leur défense. Les autorités turques affirment que ce bureau est lié au DHKP/C (Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple), considéré comme une organisation terroriste par Ankara.

Selon Eminoğlu : « La délégation composée d'avocats internationaux, de journalistes et de défenseurs des droits humains est arrivée en Turquie le mercredi 18 février. »

Selon le CHD, les six défenseurs des droits humains viennent d'Italie, de France, d'Espagne, de Belgique et de Russie.

Turquie : un journaliste de Deutsche Welle arrêté

Selon leurs avocats, la police leur a immédiatement indiqué qu'ils étaient « arrêtés en vue d'être expulsés » et leurs passeports ont été confisqués. Eminoğlu a déclaré : « Ils ont été conduits à la Direction de l'immigration. Ils n'ont pas

été autorisés à rencontrer leurs avocats. Le Département des droits humains (CHD) a été informé qu'ils sont actuellement conduits à l'aéroport d'Istanbul en vue de leur expulsion. »

Selon le Bureau du Droit du Peuple : « Ils sont venus en Turquie pour enquêter sur le système dit des prisons de type "puits" et sur les conditions de détention en isolement de certains prisonniers politiques. »

La Turquie est accusée de placer des détenus dans des cellules sans lumière du jour, appelées « prisons de bon type ». Les organisations de défense des droits humains condamnent cette pratique en raison de ses effets sur la santé physique et mentale des détenus. Le Parti communiste espagnol PCPE a déclaré sur X que dans ces prisons : « les détenus sont totalement privés de lumière du soleil et d'interaction sociale et maintenus dans un isolement strict ».

ANDREA LUCIDI ARRÊTÉ EN TURQUIE PUIS LIBÉRÉ

Qui est ce journaliste accusé d'être proche du Kremlin ?

Le journaliste, arrêté par la police turque lors de sa visite des prisons, a été libéré quelques heures plus tard et renvoyé dans son pays.

TURQUIE : LE JOURNALISTE ITALIEN ANDREA LUCIDI, ARRÊTÉ HIER À ISTANBUL, A ÉTÉ LIBÉRÉ

Lucidi avait été arrêté avec d'autres collègues de différentes nationalités et conduit dans un centre de détention administrative près de la capitale.

Rome 20 février 2026

© Agenzia Nova

TURQUIE : LE JOURNALISTE ANDREA LUCIDI RETOURNE EN ITALIE APRÈS SON ARRESTATION

RSF : « persécution judiciaire contre les journalistes sérieux »

Vendredi 20 février 2026

Par Giuseppe Picciano

Le journaliste italien Andrea Lucidi, arrêté le 19 février en Turquie, a été libéré à Istanbul et est retourné en Italie. Selon l'organisation IS4PP (Solidarité internationale pour les prisonniers politiques), Lucidi avait été arrêté avec une délégation internationale composée d'avocats, de journalistes et de défenseurs des droits humains, venue examiner les nouveaux systèmes carcéraux et les conditions d'isolement. Le consulat général d'Italie à Istanbul a immédiatement pris contact avec les autorités locales afin de suivre la situation et garantir l'assistance consulaire. Lucidi, correspondant de guerre, a travaillé dans plusieurs zones de conflit, du Donbass au Moyen-Orient. Il est rédacteur en chef de l'édition italienne de International Reporters. Ayant obtenu la nationalité russe en 2025, il est souvent accusé d'être proche du Kremlin. La semaine précédente, sa participation à une conférence dans un lycée italien avait suscité une polémique politique. Par ailleurs, le journaliste turc Alican Uludağ, travaillant pour Deutsche Welle, a également été arrêté pour :

- diffusion de fausses informations
- insulte au président

Selon son avocat, il aurait été ciblé pour ses articles sur le retour de ressortissants turcs liés à l'État islamique.

La directrice de Deutsche Welle a dénoncé : « le traitement d'un journaliste comme un criminel ordinaire », qualifiant cela d'intimidation ciblée. Selon Reporters sans frontières (RSF) : « l'arrestation d'Alican Uludağ s'inscrit dans une campagne de persécution judiciaire contre les journalistes sérieux ».

LE JOURNALISTE ITALIEN ANDREA LUCIDI LIBÉRÉ D'UNE PRISON EN TURQUIE

Vendredi 20 février 2026

Par Adnkronos

Selon le ministère italien des Affaires étrangères, Lucidi a été libéré et est retourné en Italie. Arrêté avec d'autres collègues et conduit dans un centre d'expulsion, il est connu pour ses positions pro-russes sur les réseaux sociaux. Le canal Telegram Donbass Italia a indiqué qu'il faisait partie d'une délégation internationale arrêtée en Turquie. Les membres de cette délégation, arrivés le 18 février pour enquêter sur les prisons de type S, R et Y, ont été arrêtés le 19 février après leur rencontre avec le Bureau du Droit du Peuple. Ils ont ensuite été conduits au service de l'immigration en vue de leur expulsion.

LE CONSULAT SE MOBILISE POUR LE JOURNALISTE ITALIEN ANDREA LUCIDI

19 février 2026, 20:42

Le consulat général d'Italie à Istanbul suit la situation du journaliste Andrea Lucidi, arrêté avec d'autres collègues et conduit dans un centre d'expulsion. Le ministère italien des Affaires étrangères a indiqué être en contact permanent avec les autorités locales afin de garantir l'assistance nécessaire. Lucidi, connu pour ses positions pro-russes, est présenté comme correspondant de guerre pour International Reporters. Selon Donbass Italia, il faisait partie d'une délégation internationale arrêtée lors d'une mission d'enquête. Les membres ont été arrêtés après leur rencontre avec le Bureau du Droit du Peuple et conduits au service de l'immigration. Une expulsion semblait probable.

CANADA:

TURQUIE : SIX ACTIVISTES EUROPÉENS ARRÊTÉS ALORS QU'ILS ENQUÊTAIENT SUR LES CONDITIONS DE DÉTENTION

AFP

Vendredi 20 février 2026, 04:10

Selon une déclaration faite vendredi à l'AFP par leurs avocats, six activistes européens, qui affirment être venus en Turquie pour enquêter sur les conditions de détention des prisonniers politiques, ont été arrêtés à Istanbul, confirmant ainsi les informations fournies par le groupe. Naim Eminoğlu, président de la branche d'Istanbul de l'Association des avocats progressistes (CHD), qui assure leur défense, a déclaré que les personnes concernées avaient été arrêtées jeudi après avoir rencontré un cabinet juridique appelé Bureau du Droit du Peuple. Les autorités turques affirment que le Bureau du Droit du Peuple est lié au DHKP/C (Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple), que Ankara considère comme une organisation terroriste. Selon M. Eminoğlu : « La délégation composée d'avocats internationaux, de journalistes et de militants des droits humains est arrivée en Turquie le mercredi 18 février. » Selon le CHD, les six activistes viennent d'Italie, de France, d'Espagne, de Belgique et de Russie. Selon l'avocat de la défense, la police leur a immédiatement indiqué qu'ils étaient « arrêtés en vue d'être expulsés » et leurs passeports ont été confisqués. Eminoğlu a déclaré : « Ils ont été transférés à la Direction de l'immigration. Il ne leur a pas été permis de rencontrer leurs avocats. Le Centre des droits de l'homme (CHD) a appris qu'ils sont actuellement conduits à l'aéroport d'Istanbul en vue de leur expulsion. »

Selon le Bureau du Droit du Peuple : « Ces activistes sont venus en Turquie dans le cadre d'une mission d'observation visant à examiner le système dit des "prisons de type puits" et les conditions d'isolement dans lesquelles certains prisonniers politiques sont détenus. ». Cette information a été confirmée à l'AFP par une source française membre du groupe. La Turquie est accusée de placer certains détenus dans des cellules privées de lumière du jour, dans des établissements appelés « prisons de bon type ». Les organisations de défense des droits humains ont condamné cette pratique en alertant sur ses effets sur la santé mentale et physique des détenus. Le Parti communiste des peuples d'Espagne (PCPE), auquel appartient l'un des détenus, a déclaré sur X que ces établissements sont des lieux : « où les détenus sont totalement privés de lumière du soleil et d'interaction sociale et maintenus dans un isolement sévère ».

Turquie : six activistes européens arrêtés alors qu'ils enquêtaient sur les conditions de détention

Publié le 20 février 2026 à 11:00:00

Six activistes venus d'Europe ont été placés en garde à vue alors qu'ils enquêtaient sur les conditions carcérales en Turquie. Leur arrestation a coïncidé avec le jour où la police a placé en garde à vue un journaliste turc travaillant pour Deutsche Welle, sous l'accusation de « diffusion de fausses informations ». Selon une déclaration faite vendredi par leurs avocats, la Turquie a arrêté six activistes européens venus dans le pays afin d'examiner les conditions de détention des prisonniers politiques. Naim Eminoğlu, président de la branche d'Istanbul de l'Association des avocats progressistes (CHD), qui assure leur défense, a déclaré que les personnes concernées avaient été arrêtées jeudi à Istanbul après avoir rencontré un collectif juridique appelé Bureau du Droit du Peuple (HHB). Il a indiqué que les six personnes venaient d'Italie, de France, d'Espagne, de Belgique et de Russie. Le HHB, connu pour défendre des personnes considérées comme des opposants politiques, est régulièrement pris pour cible par Ankara, en raison de soupçons de liens avec le Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple (DHKP-C), une organisation d'extrême gauche désignée comme « organisation terroriste » par la Turquie, la Belgique et les États-Unis ; organisation qui rejette ces accusations. Eminoğlu a déclaré : « La délégation composée d'avocats internationaux, de journalistes et de militants des droits humains est arrivée en Turquie le 18 février », ajoutant que la police avait informé le CHD que la délégation « avait été arrêtée avant d'être expulsée » et que leurs passeports avaient été confisqués. « Ils ont été transférés à la Direction de l'immigration et n'ont pas été autorisés à rencontrer leurs avocats. L'Association des droits de l'homme (CHD) a appris qu'ils sont actuellement conduits à l'aéroport d'Istanbul en vue de leur expulsion », a-t-il déclaré.

SINGAPOUR

LA TURQUIE ARRÊTE DES ACTIVISTES EUROPÉENS QUI ENQUÊTAIENT SUR LES CONDITIONS CARCÉRALES

Date de publication : 20 février 2026, 15:24AFP

Selon une déclaration faite vendredi à l'AFP par leurs avocats, la Turquie a arrêté six activistes européens venus dans le pays afin d'examiner les conditions de détention des prisonniers politiques. Selon Naim Eminoğlu, président de la branche d'Istanbul de l'Association des avocats progressistes (CHD), qui assure leur défense, les personnes concernées ont été arrêtées jeudi à Istanbul après avoir rencontré un collectif juridique appelé Bureau du Droit du Peuple (HHB). Il a indiqué que les six personnes venaient d'Italie, de France, d'Espagne, de Belgique et de Russie. Le HHB, connu pour défendre des personnes considérées comme des opposants politiques, est régulièrement pris pour cible par Ankara, en raison de soupçons de liens avec le Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple (DHKP-C), un groupe d'extrême gauche qualifié d'« organisation terroriste » par la Turquie, Bruxelles et Washington ; accusation rejetée par l'organisation. Eminoğlu a déclaré à l'AFP : « La délégation composée d'avocats internationaux, de journalistes et de militants des droits humains est arrivée en Turquie le 18 février », ajoutant que la police leur avait indiqué qu'ils avaient été « arrêtés avant d'être expulsés » et que leurs passeports avaient été confisqués. « Ils ont été transférés à la Direction de l'immigration et n'ont pas été autorisés à rencontrer leurs avocats. L'Association des droits de l'homme (CHD) a appris qu'ils sont actuellement conduits à l'aéroport d'Istanbul en vue de leur expulsion », a-t-il déclaré. Selon le HHB : « Les activistes sont venus en Turquie dans le cadre d'une mission d'observation visant à examiner le système dit des "prisons de type puits" et les conditions de détention en isolement de certains prisonniers politiques. » Cette information a également été confirmée à l'AFP par un membre français du groupe. Le Parti communiste des peuples d'Espagne (PCPE) a déclaré sur X que l'un de ses membres avait été arrêté avec le reste de la délégation internationale pour avoir enquêté sur les prisons de type puits en Turquie. La Turquie est accusée de placer certains détenus dans de petites cellules sans lumière du jour et en isolement total, ce qui donne aux prisonniers la sensation d'être au fond d'un puits — d'où le nom de ces prisons. Cette pratique a été condamnée par des organisations de défense des droits humains, qui alertent sur ses effets sur la santé mentale et physique des détenus. Le PCPE a condamné ces arrestations, accusant la Turquie de « détenir arbitrairement des citoyens européens qui défendent les droits humains ». Ces prisons ont été décrites comme : « des structures dans lesquelles les prisonniers sont totalement privés de lumière du soleil et d'interaction sociale et maintenus dans un isolement sévère ». Selon le parquet d'Istanbul, ces arrestations ont eu lieu le même jour où un journaliste turc travaillant pour le média public allemand Deutsche Welle (DW) a été placé en garde à vue pour « diffusion de fausses informations » et « insulte au président ». La personne, arrêtée à Ankara puis transférée à Istanbul, devait comparaître devant un tribunal vendredi. Cette situation a suscité une vive réaction de

Deutsche Welle, qui a exigé sa libération immédiate.

PORTUGAL

Six avocats européens des droits humains arrêtés en Turquie

Selon un représentant de l'organisation s'exprimant auprès de l'Agence France-Presse, des membres d'un groupe international composé d'avocats européens ont été arrêtés en Turquie alors qu'ils se trouvaient dans le pays afin d'enquêter sur les conditions de détention des prisonniers politiques.

Lusa avec Executive Digest

20 février 2026 09:15

Selon ce même représentant, les membres de cette délégation internationale d'avocats européens ont été arrêtés alors qu'ils menaient une mission d'enquête sur les conditions de détention. Six chercheurs venus d'Italie, de France, d'Espagne, de Belgique et de Russie ont été arrêtés à Istanbul après une rencontre avec des membres du Bureau des droits humains, branche turque de l'Association des avocats progressistes. Le siège de l'organisation internationale se trouve à Genève, en Suisse. Les autorités turques affirment que le Bureau des droits humains est lié au DHKP/C (Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple), que Ankara considère comme une organisation terroriste. Naim Eminoglu, avocat du Bureau des droits humains à Istanbul, a déclaré : « La délégation composée d'avocats internationaux, de journalistes et de militants des droits humains est arrivée en Turquie le mercredi 18 février. » Selon le défenseur turc des droits humains, la police a informé les six chercheurs qu'ils étaient immédiatement placés en garde à vue en vue de leur expulsion et que leurs passeports avaient été confisqués. Eminoglu a ajouté que les chercheurs européens se trouvaient en Turquie dans le cadre d'une mission d'observation visant à analyser le système carcéral et les conditions d'isolement en cellule de certains prisonniers politiques. Le gouvernement turc est accusé par des organisations de défense des droits humains de placer les détenus à l'isolement, une pratique largement condamnée.

AMÉRIQUE LATINE

Six activistes européens, dont deux Espagnols, ont été arrêtés en Turquie pour avoir soutenu des détenus.

20 février 2026, 14:16 EST

Istanbul, 19 février (EFE) – Selon des sources judiciaires turques citées par EFE, six activistes européens de gauche, dont deux Espagnols, ont été placés en garde à vue jeudi à Istanbul lors d'une visite de solidarité avec les détenus en Turquie. Selon une déclaration du groupe d'avocats turcs d'extrême gauche « Bureau du Droit du Peuple », le groupe, composé de deux citoyens russes, deux Espagnols, un Belge et un Français, est arrivé à Istanbul mercredi afin d'examiner les conditions dans les prisons de haute sécurité.

Les Espagnols concernés sont :

- Alejandra Matamoros, avocate de la Plateforme anti-répression de Barcelone
- Fernando García, délégué du Parti communiste des peuples d'Espagne (PCPE)

Ces informations ont été confirmées par les deux organisations sur les réseaux sociaux.

Après leur visite des locaux du Bureau du Droit du Peuple jeudi, les six personnes ont été arrêtées dans la rue par la police turque et conduites au commissariat central d'Istanbul. Dans sa déclaration, le groupe turc a qualifié ces arrestations d'« illégales » et a exigé leur libération immédiate, tout en exprimant des inquiétudes quant à une éventuelle expulsion des membres du groupe. Selon une déclaration publiée sur X par le Parti communiste des peuples d'Espagne (PCPE), les activistes s'étaient rendus en Turquie afin de : « mener des inspections sur place dans les prisons dites de type "puits", c'est-à-dire des établissements de haute sécurité et d'isolement, qu'ils affirment violer les normes internationales ».

Anton Antonov – 20 février 2026, 02:56

Des détails sont apparus concernant la détention du journaliste Lucidi à Istanbul. Le journaliste russe Lucidi a été arrêté par la police politique turque.

20 février 2026, 02:56

Selon le cabinet juridique turc Halkın Hukuk Bürosu (HHB), après une rencontre avec des avocats à Istanbul, six membres d'une délégation étrangère — dont le journaliste Andrea Lucidi, ayant obtenu la citoyenneté russe — ont été arrêtés par la police politique. L'arrestation a eu lieu immédiatement après la visite de la délégation au bureau du HHB, où elle recueillait des informations sur les prisons turques. Selon RIA Novosti, citant le HHB, les représentants du cabinet ont rapporté que les policiers avaient déclaré que des restrictions avaient été imposées sur les passeports de tous les membres de la délégation. L'organisation a indiqué ne disposer d'aucune information sur le lieu où se trouvent les personnes arrêtées ni sur leur situation, alors qu'elles sont confrontées à un risque d'expulsion. Parmi les personnes arrêtées figurent, outre Lucidi, Tatyana Desyatova, l'avocate Alejandra Matamoros Alexandrova, Nick Krekelberg, Jean-Pascal Graziani et Fernando García. Le HHB exige la libération immédiate de tous les étrangers arrêtés. Les membres de l'organisation ont été arrêtés à plusieurs reprises, certains ont été condamnés et leurs comptes sur les réseaux sociaux ont été bloqués en Turquie. La police politique s'occupe des affaires liées à des questions considérées comme menaçant la sécurité de l'État. Selon le journal Vzglyad, le correspondant de guerre italien Andrea Lucidi, travaillant dans le Donbass et ayant obtenu la citoyenneté russe, a été arrêté à Istanbul avec d'autres journalistes étrangers.

Le journaliste russe Lucidi arrêté à Istanbul a quitté la Turquie.

Istanbul, Turquie, 20 février 2026, 11:38 — Agence Regnum.

Le journaliste italien et citoyen russe Andrea Lucidi, arrêté à Istanbul, ainsi que sa collègue russe Tatyana Desyatova, ont quitté la Turquie. Cette information a été rapportée le 20 février par des sources de TASS.

Dans une déclaration citant la source, l'agence indique :

« Tous les détenus, y compris Lucidi et Desyatova, ont quitté la Turquie. »

LE JOURNALISTE ITALIEN LUCIDI A QUITTÉ LA TURQUIE APRÈS SON ARRESTATION.

Akşam Moskova 20 février 2026, 11:22

Le journaliste italien Andrea Lucidi, arrêté à Istanbul, ainsi que les autres membres de la délégation étrangère, ont quitté le pays.

© Vechernyaya Moskva

RIA Novosti a rapporté cette information vendredi 20 février en citant une source.

L'article indique :

« Tous les membres arrêtés de la délégation étrangère, y compris Lucidi et Desyatova, ont quitté la Turquie. »

Lucidi travaillait dans le Donbass. Le ministère italien des Affaires étrangères a indiqué que les membres de la délégation risquaient l'expulsion. Parmi les personnes arrêtées figuraient également Tatyana Desyatova, l'avocate Alejandra Matamoros Alexandrova, Nick Krekelberg, Jean-Pascal Graziani et Fernando García.

LE CORRESPONDANT DE GUERRE ITALIEN ARRÊTÉ EN TURQUIE RENTRERA À ROME LE 20 FÉVRIER.

Andrea Lucidi (Photo : Andrea_lucidi / Telegram)

Le rédacteur en chef de l'édition italienne du magazine International Reporters et correspondant de guerre Andrea Lucidi, arrêté hier en Turquie, devrait rentrer à Rome en avion le vendredi 20 février, selon son collègue Vincenzo Lorusso, qui s'est exprimé auprès de RIA Novosti. « Il semble qu'il ait été libéré. D'après ce qu'on m'a dit, il est prévu qu'il arrive à Rome à 10h, heure locale (12h heure de Moscou – RBC) », a déclaré le journaliste. Il a également ajouté que Lucidi ne répondait pas aux appels, ce qui est probablement dû au fait que son téléphone est déchargé.

Selon le ministère italien des Affaires étrangères, Lucidi a été arrêté jeudi 19 février dans l'après-midi et transféré dans un centre d'expulsion près d'Istanbul. Parmi les personnes arrêtées figuraient également Tatyana Desyatova, membre du comité municipal de Moscou du Parti communiste de la Fédération de Russie, et Fernando García, représentant du Parti communiste espagnol. Le parti a déclaré que le groupe communiste était venu en Turquie dans le cadre d'une délégation de défense des droits humains afin de recueillir des informations sur les prisons d'isolement. Ils faisaient face à un risque d'expulsion. Andrea Lucidi travaille en Russie depuis 2022 et a effectué des reportages dans le Donbass. Le journaliste italien a obtenu la citoyenneté russe en janvier 2025.

UN JOURNALISTE ITALIEN DÉTENTEUR D'UN PASSEPORT RUSSE A ÉTÉ ARRÊTÉ EN TURQUIE.

Le journaliste italien Andrea Lucidi, possédant la citoyenneté russe, a été arrêté à Istanbul avec d'autres membres d'une délégation internationale. Selon la chaîne Telegram Donbass Italia, le journaliste italien Andrea Lucidi, citoyen russe, a été arrêté avec d'autres membres de la délégation internationale. Selon la chaîne, la délégation, composée d'avocats, de journalistes, de militants des droits humains et de responsables politiques, s'était rendue en Turquie pour étudier la situation dans les prisons et avait participé à une réunion avec des avocats locaux. Avec Lucidi, la citoyenne russe Tatyana Desyatova, coordinatrice de la Brigade internationale du comité municipal du Parti communiste de Moscou, ainsi que des citoyens de Belgique, de France et d'Espagne, ont été arrêtés. Tous ont été conduits dans un centre de rétention. Selon ANSA, le consulat général d'Italie à Istanbul enquête sur les circonstances de la détention. Lucidi avait obtenu la citoyenneté russe il y a environ un an. Il travaille comme rédacteur en chef d'International Reporters et vit à Louhansk depuis 2022. Ces derniers jours, il s'est retrouvé au centre d'une controverse en Italie après avoir parlé de son expérience dans une zone de conflit lors d'une intervention par visioconférence devant des élèves d'un lycée. Il a été précédemment rapporté que l'ancien prince britannique Andrew Mountbatten-Windsor avait été libéré de la garde à vue après un interrogatoire de 12 heures.

UN JOURNALISTE ITALIEN POSSESSANT LA CITOYENNETÉ RUSSE A ÉTÉ ARRÊTÉ EN TURQUIE.

Andrea Lucidi a été envoyé dans un centre de rétention.

Rédacteurs du site TASS

19 février, 19:29

Andrea Lucidi

© Valery Sturit / TASS

ROME, 19 février. /TASS/. Le journaliste italien Andrea Lucidi, citoyen russe travaillant dans le Donbass, a été arrêté à Istanbul. Selon la chaîne Telegram Donbass Italia, dont il est l'un des fondateurs, Lucidi se trouvait en Turquie dans le cadre d'une délégation internationale composée d'avocats, de journalistes, de militants des droits humains et de responsables politiques. Les personnes venues à Istanbul pour recueillir des informations sur les prisons ont participé à une réunion avec les avocats du cabinet Halkın Hukuk Bürosu. Avec Lucidi, la citoyenne russe Tatyana Desyatova, coordinatrice de la Brigade internationale du comité municipal du Parti communiste de Moscou, a également été arrêtée. Des citoyens de Belgique, de France et d'Espagne ont également été arrêtés. Ils sont actuellement détenus dans un centre pour étrangers. Selon ANSA, le consulat général d'Italie à Istanbul enquête sur les raisons de l'arrestation de Lucidi. Celui-ci avait obtenu la citoyenneté russe il y a un an. Récemment, il s'est retrouvé au centre d'une polémique en Italie après une conférence donnée par visioconférence dans un lycée italien, où il a parlé de son expérience dans

une zone de conflit. Lucidi est rédacteur en chef d'International Reporters et vit à Louhansk depuis 2022.

LUCIDI ET DESYATOVA, ARRÊTÉS À ISTANBUL, ONT QUITTÉ LA TURQUIE.

Des journalistes étrangers avaient auparavant été arrêtés à Istanbul.

Rédacteurs du site TASS 20 février, 07:46

ISTANBUL, 20 février. /TASS/. Le journaliste italien Andrea Lucidi, citoyen russe, ainsi que la citoyenne russe Tatyana Desyatova, arrêtés jeudi à Istanbul, ont quitté la Turquie. Cette information a été fournie à TASS par une source informée à Istanbul.

La source a déclaré : « Tous les détenus, y compris Lucidi et Desyatova, ont quitté la Turquie. »

Il avait été précédemment rapporté que le journaliste italien Andrea Lucidi, travaillant dans le Donbass, avait été arrêté à Istanbul. Il se trouvait à Istanbul dans le cadre d'une délégation internationale composée d'avocats, de militants des droits humains et de responsables politiques. La délégation était venue pour recueillir des informations sur les prisons et rencontrer les avocats du cabinet Halkin Hukuk Bürosu. Avec Lucidi, Tatyana Desyatova ainsi que des citoyens de Belgique, de France et d'Espagne avaient également été arrêtés.

TATYANA DESYATOVA A ÉTÉ ARRÊTÉE EN TURQUIE.

Hier, nous avons appris que, dans le cadre d'une délégation de défense des droits humains venue recueillir des informations sur les conditions dans les prisons d'isolement, un groupe de communistes a été arrêté par les autorités turques. Parmi eux figurent T.I. Desyatova, coordinatrice de la Brigade internationale du comité municipal de Moscou du Parti communiste de la Fédération de Russie, membre du bureau du comité municipal de Moscou et première secrétaire de la branche locale de Sébastopol ; le représentant du Parti communiste espagnol Fernando García ; ainsi que le journaliste italien Andrea Lucidi. Leur travail visant à documenter les conditions dans les prisons sévères fait partie d'une initiative publique indépendante dont l'objectif final est de protéger les individus contre les pratiques arbitraires. Le Parti communiste de la Fédération de Russie fera tout son possible pour obtenir la libération de Tatyana Desyatova. V.A. Tsirikhin, membre du Présidium du Comité central et premier secrétaire du comité municipal de Moscou, a appelé le ministère russe des Affaires étrangères à intervenir. Les communistes de la capitale continueront de suivre l'évolution de la situation. Service de presse du comité municipal de Moscou du Parti communiste de la Fédération de Russie

Le journaliste Lucidi, arrêté en Turquie, a été expulsé vers l'Italie.

Moscou 20 février, 12:21

Le journaliste Andrea Lucidi, possédant à la fois la citoyenneté italienne et russe, précédemment arrêté en Turquie, a été expulsé vers l'Italie. Lucidi l'a déclaré à TASS.

Des communistes ont été arrêtés dans la rue. Parmi eux se trouvaient l'activiste russe Tatyana Desyatova, l'Italien Andrea Lucidi ainsi que quatre citoyens de différents pays. Ils étaient arrivés dans le pays la veille afin de recueillir des informations sur les prisons de haute sécurité. Le matin de leur arrestation, après avoir rencontré des représentants d'une organisation locale de défense des droits humains, ils sont sortis et ont été immédiatement appréhendés par les autorités. La Turquie reste pour l'instant silencieuse concernant les accusations portées contre le journaliste italien et l'activiste russe Tatyana Desyatova.

DÉCLARATIONS DES ORGANISATIONS / MOUVEMENT DE GAUCHE :

RÉSEAU ANTIFASCISTE

Liberté pour Alejandra Matamoros !

Alejandra Matamoros, militante du PAB et avocate de prisonniers politiques, a été arrêtée en Turquie.

En décembre, les 20 et 21, je participerai à la Conférence internationale de solidarité avec les prisonniers politiques qui se tiendra à Paris.

<https://sareantifaxista.blogspot.com/2026/01/elvin-a-varoni-de-la-plataforma-tsp-la.html>

Alejandra Matamoros s'est rendue en Turquie le 18 février et a été arrêtée avec tous les membres de la délégation internationale qui dénonçaient le modèle de prison de type « WII » et les conditions d'isolement qu'il impose. Dans un esprit de solidarité internationale, nous exigeons la libération immédiate de toute la délégation et l'abandon des charges retenues contre eux !

Les membres de la délégation actuellement en détention et menacés d'expulsion sont :

Alejandra Matamoros Alexandrova, avocate, membre de la Plateforme contre la répression à Barcelone (Catalogne)

Andrea Lucidi, journaliste, Visione TV (Italie)

Tatyana Desyatova, coordinatrice interbrigades du CRCF (Russie)

Dr Nick Krekelbergh, docteur en bio-ingénierie et représentant de Zannekinbond (Belgique)

Jean Pascal Graziani, représentant de Supernova et AIF-France (France)

Fernando García, Parti communiste des peuples d'Espagne (PCPE)

Une délégation internationale a été arrêtée lors d'une mission d'enquête en Turquie.

Alejandra Matamoros, avocate de Pablo Hasel et membre de la Plateforme contre la répression de Barcelone, a été arrêtée en Turquie alors qu'elle visitait les prisons d'isolement extrême connues sous le nom de type « WII ». Matamoros faisait partie d'une délégation internationale, et la police a également arrêté plusieurs autres membres de cette délégation. Selon le Bureau du droit du peuple (Halk Hukuk Bürosu), les observateurs ont été arrêtés dans la rue où se trouve le cabinet, après avoir rencontré des avocats locaux, puis conduits à la Direction de la gestion des migrations en vue de leur expulsion.

Bureau juridique du peuple international

L'arrestation d'une délégation internationale composée d'avocats, de journalistes et de défenseurs des droits humains lors de sa visite en Turquie constitue une attaque visant à empêcher la révélation de la brutalité de l'isolement cellulaire appelé « Well Type » et à affaiblir la solidarité internationale.

À bas le fascisme !

Vive la solidarité internationale !

L'avocate prisonnière politique Alejandra Matamoros a été arrêtée en Turquie.

Plusieurs personnes, dont l'avocate de Pablo Hasel, ont été arrêtées par le régime turc dans le cadre d'une mission internationale de défense des droits humains.

19 février 2026

Aujourd'hui, le 19 février 2026 au matin, l'avocate Alejandra Matamoros a été arrêtée avec cinq autres membres d'une délégation internationale arrivée la veille en Turquie pour dénoncer les abus du système carcéral turc. Alejandra Matamoros est l'avocate de Pablo Hasél et d'autres prisonniers politiques en Espagne, ainsi qu'une membre de la Plateforme contre la répression de Barcelone. Le régime espagnol a mis en avant cette avocate ces dernières années en raison de son engagement pour la justice et de sa lutte contre la violence de l'État espagnol et de ses appareils répressifs. Selon le collectif IS4PP (Solidarité internationale avec les prisonniers politiques), la délégation internationale d'observateurs composée d'avocats, de journalistes et d'activistes des droits humains s'est rendue en Turquie afin d'examiner les nouveaux modèles de prisons de haute sécurité dits « type puits ». Ces établissements sont utilisés par le régime turc comme un instrument de torture contre les prisonniers politiques, y compris les détenus communistes comme ceux du MLKP ou du DHKP/C, et sont dénoncés par de nombreuses organisations de défense des droits humains. En particulier, Alejandra Matamoros et le reste de la délégation ont été arrêtés après leur rencontre avec le Bureau du droit du peuple à Ankara. Les forces répressives turques retiennent actuellement la délégation en détention en attendant leur expulsion. Dans un communiqué, la Plateforme contre la répression de Barcelone a condamné cette action en déclarant : « Cet acte constitue une attaque directe contre le droit à la défense juridique, la liberté d'information et la solidarité internationale. » Il y a quelques semaines, Alejandra Matamoros a participé à un événement à Barcelone sur la résistance et la lutte des prisonniers politiques, organisé par la Plateforme contre la répression de Barcelone et Samidoun, aux côtés d'un militant du Front anti-impérialiste et d'un porte-parole de Palestine Action.

DIARIO SOCIALISTA

L'avocate de prisonniers politiques Alejandra Matamoros arrêtée en Turquie.

L'avocate de Pablo Hasel et d'autres détenus a été arrêtée par le régime turc lors d'une mission internationale concernant les modèles de prisons de haute sécurité dits « type puits ».

20 FÉVRIER 2026 – 11:00

Hier matin, le 19 février 2026, l'avocate Alejandra Matamoros a été arrêtée avec cinq autres membres d'une délégation internationale venue en Turquie pour dénoncer les abus dans les prisons turques. Alejandra Matamoros est l'avocate de Pablo Hasél et d'autres prisonniers politiques en Espagne, et elle est également militante de la Plateforme contre la répression de Barcelone. Le régime espagnol a ciblé cette avocate ces dernières années en raison de son engagement en faveur de la justice et de sa lutte contre la violence de l'État et la brutalité de son appareil répressif. Selon le collectif IS4PP (Solidarité internationale avec les prisonniers politiques), la délégation internationale d'observateurs était composée de cinq personnes : des avocats, des journalistes et des militants des droits humains. La délégation s'était rendue en Turquie afin d'examiner les nouvelles prisons de haute sécurité dites « type puits ». Ces établissements pénitentiaires sont utilisés par le régime turc comme un instrument de torture contre les prisonniers politiques, y compris les détenus communistes tels que ceux du MLKP ou du DHKP/C, et ont été condamnés par diverses organisations de défense des droits humains. En particulier, Alejandra Matamoros et le reste de la délégation ont été arrêtés après leur rencontre avec le Bureau du droit du peuple à Ankara. À jeudi, les forces de sécurité turques maintiennent toujours la délégation en détention en attendant leur expulsion. Dans un communiqué de presse, la Plateforme contre la répression de Barcelone a déclaré : « Cet acte constitue une attaque directe contre le droit à la défense juridique, la liberté d'accès à l'information et la solidarité internationale. » Il y a quelques semaines, Alejandra Matamoros a participé, aux côtés d'un militant du Front anti-impérialiste et d'un porte-parole de Palestine Action, à un événement organisé à Barcelone par la Plateforme contre la répression de Barcelone et Samidoun, portant sur la résistance et la lutte des prisonniers politiques.

FRONT ANTI-IMPÉRIALISTE INTERNATIONAL

Liberté pour les personnes arrêtées pour avoir inspecté les prisons turques. Déclaration du FAI.

20 février 2026

LIBERTÉ POUR LES PERSONNES ARRÊTÉES POUR AVOIR INSPECTÉ LES PRISONS TURQUES

Le 18 février, une délégation internationale composée d'avocats, de journalistes et de militants des droits humains — parmi lesquels notre camarade Fernando García — est entrée en Turquie afin de mener des inspections dans les prisons dites « de type puits ». Ces prisons (classées S, R, Y et Haute Sécurité) sont utilisées en particulier pour soumettre les prisonniers politiques à des conditions d'isolement inhumaines. Le 19 février, tous les membres de la délégation ont été arrêtés et conduits à la Direction de la gestion des migrations, probablement en vue de leur expulsion.

Les membres de la délégation internationale arrêtés sont :

- Alejandra Matamoros Alexandrova, avocate, membre de la Plateforme contre la répression à Barcelone
- Andrea Lucidi, journaliste de Visione TV (Italie)
- Tatyana Desyatova, coordinatrice interbrigades du CRCF (Russie)
- Dr Nick Krekelbergh, docteur en bio-ingénierie et représentant de Zannekinbond (Belgique)
- Jean Pascal Graziani, représentant de Supernova et AIF-France (France)
- Fernando García, Parti communiste des peuples d'Espagne (PCPE)

Les prisons examinées sont des établissements où les détenus sont privés de lumière du soleil et de toute communication avec d'autres personnes ; cela constitue une violation manifeste du droit international ainsi que des droits reconnus par les garanties constitutionnelles de la Turquie. Il est évident que le gouvernement turc cherche à dissimuler au monde extérieur les conditions dans ces prisons. De nombreux prisonniers politiques du Front populaire de Turquie ont été détenus dans ces établissements, et beaucoup sont morts après avoir mené des grèves de la faim contre les traitements inhumains et dégradants qu'ils y ont subis. Nous demandons au gouvernement turc de libérer immédiatement les membres de cette délégation internationale d'observation et de leur permettre d'accomplir leur mission conformément à la Convention européenne des droits de l'homme, à laquelle la Turquie est également partie. Nous demandons au gouvernement espagnol d'intervenir auprès du gouvernement turc afin d'obtenir la libération immédiate de nos camarades Alejandra Matamoros et Fernando García.

Front anti-impérialiste international, 20 février 2026

19 février 2026

LA TURQUIE A ARRÊTÉ UNE DÉLÉGATION INTERNATIONALE EXAMINANT LES « PRISONS DE TYPE PUIITS ».

Ce matin, un membre d'une délégation internationale composée d'avocats, de journalistes et de défenseurs des droits humains, venue en Turquie pour examiner sur place les nouveaux modèles de prisons dits « type puits » (types S, R, Y et haute sécurité) et les conditions d'isolement sévères, a été arrêté. Après avoir rencontré les avocats du Bureau du droit du peuple, ils ont été arrêtés dans la rue où se trouve le bureau et remis à la Direction générale de la gestion des migrations en vue de leur expulsion.

Les membres de la délégation actuellement détenus et menacés d'expulsion sont :

- Alejandra Matamoros Alexandrova, barreau de Barcelone (Espagne) et membre de la Plateforme contre la répression
- Andrea Lucidi, journaliste de Visione TV (Italie)
- Tatyana Desyatova, coordinatrice interbrigades du CRCF (Russie)
- Nick Krekelbergh, docteur en bio-ingénierie et représentant de Zannekinbond (Belgique)

— Jean Pascal Graziani, représentant de Supernova et AEC-France (France)

— Rossella Maraffino, journaliste (Italie)

— Fernando García, membre du Parti communiste des peuples d'Espagne (PCPE)

Les prisons de type « puits » sont des établissements où les détenus sont totalement privés de lumière du soleil et d'interactions sociales, et sont soumis à un isolement sévère. Ce modèle est incompatible avec les « Règles Mandela » internationales et constitue un système carcéral portant atteinte à la dignité humaine. La surveillance des conditions carcérales et le signalement des violations des droits humains sont légaux, démocratiques et légitimes conformément aux obligations internationales et aux garanties constitutionnelles de la Turquie. L'arrestation des membres de la délégation, présents uniquement pour collecter des informations et effectuer des observations sur place, ainsi que la menace de leur expulsion, constituent une violation manifeste du droit et un acte criminel. Cela représente une violation évidente des dispositions relatives à la liberté d'expression et au droit à un procès équitable figurant dans la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), à laquelle la Turquie est partie. Cette attaque contre les membres de la délégation vise à empêcher la révélation, devant l'opinion publique mondiale, des violations des droits humains et des conditions d'isolement inhumaines dans les prisons de type « Well », ainsi qu'à entraver la solidarité internationale.

SECOURS ROUGE

20/02/2026

Turquie : une délégation internationale envoyée pour examiner les prisons de type « puits » a été arrêtée.

Six membres d'une délégation internationale composée d'avocats, de journalistes et d'activistes ont été arrêtés en Turquie le 19 février 2026 et, après avoir visité le Bureau du droit du peuple, ont été remis aux autorités migratoires en vue de leur expulsion. La délégation, arrivée en Turquie le 18 février afin d'observer les nouveaux modèles de prisons dits « type puits » (types S, R, Y et haute sécurité), critiqués pour leurs conditions d'isolement extrême (parmi eux se trouvait Alejandra Matamoros, avocate représentant des prisonniers politiques espagnols et membre du magazine Supernova / Front anti-impérialiste), menait une mission d'observation. Le bureau international du Bureau du droit du peuple a condamné la violation de la liberté d'expression et du droit de surveiller les conditions de détention, et a exigé la libération immédiate des personnes arrêtées ainsi que l'arrêt des procédures d'expulsion.

PRES.O.S.

La délégation internationale arrêtée en Turquie (contre les prisons de type "puits") / Déclaration du Bureau du droit du peuple concernant l'arrestation de la délégation internationale en Turquie

PUBLIÉ LE 20 FÉVRIER 2026 PAR SOCORRO ROJO INTERNACIONAL

Affiche condamnant l'arrestation d'Alejandra Matamoros et de la délégation internationale en Turquie.

Mur de solidarité et de condamnation

Une délégation internationale a été arrêtée en Turquie pour avoir protesté contre les « prisons de type puits ».

Alejandra Matamoros, avocate et militante de la Plateforme contre la répression de Barcelone, représentant María José Baños et d'autres prisonniers politiques, a été arrêtée hier en Turquie avec le reste d'une délégation internationale alors qu'elle participait à une campagne dénonçant l'isolement inhumain imposé aux prisonniers politiques dans les soi-disant « prisons de type puits ».

La Plateforme contre la répression de Barcelone et du Ponent a publié la déclaration suivante :

ATTENTION

Notre camarade Alejandra Matamoros, avocate et membre de la Plateforme antirépressive de Barcelone, a été arrêtée en Turquie avec d'autres membres d'une délégation internationale solidaire des prisonnières et prisonniers politiques. Alejandra faisait partie de cette délégation qui s'était rendue dans le pays pour fournir une assistance juridique et observer sur place les conditions infâmes des prisons de « type puits » (types S, R, Y et haute sécurité), où les prisonniers politiques subissent des régimes d'isolement extrême, la privation de lumière du soleil et des pratiques dégradantes qui violent les droits humains les plus fondamentaux. Les autorités turques ont procédé à ces arrestations avec l'intention de déporter les camarades qui souhaitaient visiter les établissements pénitentiaires et dénoncer au niveau international les pratiques d'isolement et de torture appliquées contre la dissidence politique. Cette action constitue une attaque directe contre le droit à la défense juridique, la liberté d'information et la solidarité internationaliste.

Nous exigeons la libération immédiate et inconditionnelle d'Alejandra et de toutes les personnes arrêtées.

Nous exigeons l'arrêt de toute procédure de déportation.

Nous exigeons la fin des pratiques d'isolement dans les prisons de « type puits ».

Restez attentifs aux prochaines informations.

URC – UNION POUR LA RECONSTRUCTION COMMUNISTE

Soutien aux activistes internationalistes arrêtés en Turquie !

20/02/2026 • International, Solidarité, Turquie

Le 18 février, une délégation internationale composée d'avocats, de journalistes et de militants des droits humains est arrivée en Turquie afin d'effectuer des visites de collecte d'informations concernant les lieux appelés « prisons de type puits ». L'objectif de leur visite était de recueillir des informations sur les prisons d'isolement de type S, R et Y. Ces établissements sont utilisés pour soumettre les détenus, en particulier les prisonniers politiques, à des conditions d'isolement inhumaines. Le 19 février, tous les membres de la délégation ont été arrêtés par la police turque.

Il s'agit de : Jean Pascal Graziani (rédacteur du magazine Supernova, France), Alejandra Matamoros (avocate, Espagne), Fernando García (membre du Comité central du Parti communiste des peuples d'Espagne – PCPE), Andrea Lucidi (journaliste de Visione TV, Italie), Tatyana Desyatova (coordinatrice interbrigades du comité régional de Moscou du Parti communiste de Russie), et Nick Krekelbergh (docteur en bio-ingénierie et représentant de Zannekinbond, Belgique).

Les prisons de « type puits » sont des établissements où les détenus sont privés de lumière du jour et de tout contact humain, ce qui constitue une violation manifeste des droits reconnus par le droit international. Le gouvernement turc met en œuvre une stratégie de répression étendue, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, afin d'empêcher toute information sur les conditions de détention dans ces prisons de parvenir au public. Les organisations révolutionnaires turques et de défense des droits humains dénoncent depuis longtemps et mettent en garde contre les nombreux décès survenus à la suite des grèves de la faim menées par des prisonniers protestant contre la torture et d'autres traitements inhumains et dégradants. Quatre membres de la délégation de six personnes ont été conduits de nuit à l'aéroport d'Istanbul en vue de leur expulsion. Ils n'ont pas eu la possibilité de récupérer leurs effets personnels. Leurs téléphones confisqués ne leur ont pas été rendus. Ni leurs avocats ni le personnel des ambassades n'ont été autorisés à les rencontrer. Aucune accusation n'a été portée contre eux. Cependant, Jean Pascal Graziani et Fernando García ont refusé de signer les ordres d'expulsion de Turquie. Depuis lors, aucune information officielle n'a été publiée concernant leur situation. On ignore où ils se trouvent ou dans quelles conditions ils sont détenus. Cette absence totale d'informations suscite de sérieuses inquiétudes quant à leur sécurité et à leur état de santé. L'URC demande au gouvernement français d'intervenir auprès du gouvernement turc afin d'obtenir la libération immédiate de Jean Pascal Graziani et Fernando García.

NETWORK – POLITICAL PRISONERS NETWORK

A partagé la déclaration du HHB

L'arrestation des membres de la délégation internationale en Turquie

Notre camarade corse Jean Pascal, membre de la délégation internationale et de l'équipe de rédaction de Supernova, est actuellement détenu par la police turque. Les membres de la délégation internationale, qui visitaient la Turquie afin d'observer le modèle de prison de type « puits » et les conditions d'isolement inhumaines, ont été arrêtés. Leur crime est de montrer leur solidarité avec les prisonniers politiques en Turquie et de s'opposer à la torture ! En Anatolie, des prisonniers politiques révolutionnaires sont en grève de la faim depuis plus de 200 jours ; certains de leurs camarades ont obtenu des résultats après des grèves de la faim ayant dépassé 300 jours. Ils exigent la fin du système de torture dans les cellules appelées « puits ». Résister n'est pas un crime ; ce sont ceux qui soumettent le peuple à la torture et à l'exploitation qui sont coupables !

Revue marxiste-léniniste Supernova

JOURNAL COMMUNISTE

Olga Alimova : « L'arrestation de la délégation des droits humains est une source de vive inquiétude ! »

20 février 2026

Une nouvelle inquiétante a été reçue : une délégation de défense des droits humains, venue en Turquie pour recueillir des informations sur la situation dans les centres de détention, a été arrêtée. Parmi les personnes arrêtées figure Tatyana Desyatova, coordinatrice des Brigades internationales du Comité municipal de Moscou du Parti communiste de la Fédération de Russie, membre du bureau du Comité municipal de Moscou du Parti communiste de la Fédération de Russie et première secrétaire de la section locale de Sébastopol du Parti communiste de la Fédération de Russie. Tatyana Ivanovna est connue de nombreuses personnes comme une personne de principes, attentive et bienveillante. Son engagement public a toujours été axé sur la défense des droits humains sans distinction d'âge, de sexe, de nationalité, d'opinions politiques ou de religion. Ses missions relevaient de la défense des droits humains et de l'enquête ; il s'agissait de collecter des informations et de documenter les faits. De telles activités sont considérées dans le monde entier comme faisant partie du contrôle civil et comme un élément important du dialogue public. Tout problème lié à la présence d'une délégation dans un pays étranger doit être résolu dans le cadre légal, conformément aux normes internationales et dans le respect de la dignité humaine. Être arrêté en raison d'un engagement public ou de la défense des droits humains est une source de vive inquiétude ! Je suis convaincue que le Présidium du Comité central du Parti communiste de la Fédération de Russie gardera cette situation sous un contrôle étroit et prendra toutes les mesures nécessaires pour obtenir la libération des défenseurs des droits humains ! O.N. Alimova, députée de la Douma d'État de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie, première secrétaire du Comité régional de Saratov du Parti communiste de la Fédération de Russie

